
Le parcours du combattant pour les Ong et les journalistes africains	3
Climat: pour le Canada, Kyoto "appartient au passé" (ministre)	4
Il faut éviter un échec à la conférence de Durban	5
Climat; La conférence de Durban entre dans sa semaine décisive	6
A Durban, l'UE veut un nouvel accord sur le climat d'ici 2015	9
Climat : l'idée d'un marché mondial du CO2 s'éloigne	11
Le protocole de Kyoto et le fonds pour le climat en souffrance	13
L'Union européenne est déjà isolée à la conférence de Durban sur le climat	15
L'OMM tire la sonnette d'alarme concernant le climat mondial	17
Vives divergences autour du futur " fonds vert " sur le climat	19
Climat : le coup de force de l'Europe pour arracher un traité à la conférence de Durban	21
Climat-La Chine pourrait s'engager sur des objectifs contraignants	23
Climat: Kyoto, le traité pionnier devenu emblème absolu	24
Climat: les Etats-Unis jugent que la position chinoise n'a pas évolué	26
S'adapter au changement climatique: des décisions "fortes" probables à Durban (ONU)	27
Climat: "l'avenir de la planète est en jeu", lance Ban Ki-moon à Durban	28
Les Etats-unis, le Royaume-Uni et le Japon en tête tentent de transformer le fonds vert pour le climat en fonds cupide pour les entreprises	30
Climat: 12 chefs d'Etat et de gouvernement attendus à Durban	32
La crainte d'une explosion du bloc européen à Durban	33
Chaque jour, le mauvais élève du climat montré du doigt devant tout le monde	34
Vers un désastre climatique ?	36
Climat: des scientifiques confirment la fonte des glaciers de l'Himalaya	39
L'Union européenne appelle à l'adoption du Fonds vert à Durban	40
Durban, un sommet sur Fonds vert	41
La Chine pose ses conditions pour un traité contraignant sur le climat	43
Le climat pourrait être légèrement moins sensible au dioxyde de carbone	44

Les négociations débutent à Durban, les pays vulnérables s'alarment,	46
Réchauffement climatique : les Etats entrent en jeu à Durban,	47
Climat: le délicat coup de poker de l'Europe dans les couloirs de Durban,	48
Les négociations climatiques en 2012 dans l'Etat pétrolier du Qatar,	50
Climat: en France "tout le monde s'en fout complètement", déplore Lepage,	51
Climat: le transport maritime se dit prêt à payer pour ses émissions de CO2,	52
Des milliers de personnes dans les rues de Durban pour "une justice climatique"	53
QUI SE SOUCIE DU CLIMAT ?	54
La planète en route pour un réchauffement de 3,5°C (étude),	55
Climat: les 13 années les plus chaudes concentrées sur les 15 dernières années (OMM),	56
Climat: émissions de CO2 en forte hausse après la crise financière mondiale,	57
Durban, Fukushima, gaz de schiste : la planète énergie en plein bouleversement,	58
Environnement; Le captage de CO2 peut-il sauver le climat ?	60
Le sommet de Durban est une occasion de ranimer la flamme européenne,	61
Négociations climatiques: la Chine estime que l'Europe demande "trop"	63
L'UE doit montrer l'exemple et réduire de 30 % ses émissions de carbone,	64
« La lutte contre le réchauffement est un sport d'équipe qui, par essence, ne peut se jouer qu'au niveau multilatéral »	66
Catastrophes naturelles : toujours plus fort ?	68
Taux d'émissions de dioxyde de carbone par pays,	70



Le parcours du combattant pour les Ong et les journalistes africains

482 words

7 December 2011

14:01

All Africa

AFNWSF

French

(c) 2011 AllAfrica, All Rights Reserved

Dec 07, 2011 (Radio France Internationale/AllAfrica Global Media via COMTEX) -- La conférence de l'ONU sur le **climat** à **Durban** est la première conférence onusienne de cette ampleur qu'accueille le continent africain.

L'Afrique qui n'émet que 4% du total des émissions de gaz à effet de serre, mais qui est le continent le plus touché par les conséquences du réchauffement global : plus de 300 millions d'Africains, près du tiers de la population du continent, vivent déjà dans des zones de sécheresse, et la situation pourrait bien encore se détériorer. Les experts estiment que d'ici 2020, entre 75 et 250 millions de personnes pourraient en Afrique perdre leurs denrées de subsistance en raison des changements du **climat** et les crises alimentaires pourraient donc bien se succéder, notamment dans la Corne de l'Afrique. Alors, les ONG environnementales africaines et les journalistes venus du continent veulent tirer la sonnette d'alarme. Mais à **Durban**, ils sont peu présents pour appeler les grands Etats pollueurs à agir et à les aider à éviter les catastrophes. Pour les rares défenseurs de la cause africaine, ça a été un vrai parcours du combattant pour venir à **Durban**.

Jusqu'au dernier moment, Ange David Baimey ne savait s'il arriverait à **Durban**. Le coordinateur du réseau **climat** et développement en Afrique est l'un des heureux élu. Très peu d'ONG africaine ont réussi à venir à la conférence pour défendre les intérêts des victimes du changement climatique. De son réseau, seules 10 organisations sur 60 sont représentées.

« Soit il n'y a pas de financement pour les billets d'avion soit il n'y a pas de financement parce que les hôtels sont excessivement chers ici à **Durban**, explique Ange David Baimey. Avec seulement 10 organisations nous sommes obligés de faire un travail phénoménal. Il faut avoir la force du guerrier zoulou parce que pour nos populations c'est l'inondation, c'est la sécheresse, c'est le manque d'argent pour pouvoir s'adapter. C'est cet ensemble de difficultés qui nous oblige à avoir l'âme du zoulou ! »

Même son de cloche chez les rares journalistes africains qui ont réussi à trouver des financements pour couvrir la conférence. Ils sont de moins en moins nombreux. Sidi El Moctar Cheiguer, président de l'association des journalistes africains sur l'environnement, en a assez. L'Afrique est victime mais pas responsable du changement climatique, rien ne bouge.

« Les Africains devraient faire la grève des conférences tout simplement, annonce Sidi El Moctar Cheiguer . Les délégations africaines comme la presse africaine devraient refuser désormais d'assister à une conférence sur les changements climatiques. Puisqu'on n'avance pas ! »

Malgré tout, Sidi ou Ange-David veulent continuer de porter les voix des sans voix, celles des victimes africaines du réchauffement de la planète.

Document AFNWSF0020111207e7c70008z



Climat: pour le Canada, Kyoto "appartient au passé" (ministre)

375 words

7 December 2011

12:04

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Pour le Canada, le protocole de Kyoto "appartient au passé", a déclaré mercredi le ministre de l'Environnement canadien, Peter Kent, à la conférence de l'ONU sur le **climat à Durban**.

"Nous avons dit depuis longtemps que nous ne prendrions pas une deuxième période d'engagement dans le protocole de Kyoto. Nous ne bloquerons pas ni ne découragerons ceux qu'ils le font, mais pour le Canada, Kyoto appartient au passé", a-t-il déclaré.

Le Canada avait annoncé que, à l'instar de pays comme le Japon ou la Russie, il ne prendrait pas de nouveaux engagements de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto dont la première période s'achève fin 2012.

Le protocole de Kyoto est le seul outil juridique contraignant qui limite les émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement de la planète.

Il impose aux 36 pays industrialisés qui l'ont ratifié et à l'Union européenne des réductions d'émissions des six principales substances responsables du réchauffement de l'atmosphère, au premier rang desquelles le CO₂.

Le traité leur impose des "objectifs différenciés": -8% pour l'UE à +15,0% pour la Russie, -6% pour le Japon ou encore le Canada qui n'a pas, loin s'en faut, atteint ses objectifs.

Seule l'Union européenne s'est montrée ouverte à l'idée de s'engager pour une seconde période.

"Notre position est claire depuis longtemps, nous soutenons un nouvel accord international sur le changement climatique qui incluerait tous les grands émetteurs (de gaz à effet de serre)", a souligné le ministre canadien.

"C'est la seule solution pour avoir des réductions réelles et des résultats", a-t-il ajouté, rappelant que ce traité ne couvrirait moins de 30% des émissions.

Plus de 190 pays sont réunis jusqu'à vendredi à **Durban** sous l'égide de l'ONU avec un objectif: enclencher une dynamique qui permette de réduire drastiquement les émissions mondiales de gaz à effet de serre pour limiter la hausse de la température de la planète à +2°C, seuil au-delà duquel la machine climatique pourrait s'emballer.

ri-alu/jca/jlb

Document AFPFR00020111207e7c7003v8

DEB

Il faut éviter un échec à la conférence de Durban

556 words
8 December 2011
Le Monde
LEMOND
Le Monde - All
CTGLEM
29
French
© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

Les propositions de la France sur le **climat**

Les messages sont clairs, convergents et alarmants : le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du **climat** met en lumière l'élévation de la fréquence des événements climatiques extrêmes - inondations, sécheresses ou cyclones.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement rappelle que les efforts des Etats ne permettront pas de limiter à deux degrés d'ici la fin du siècle la hausse de la température moyenne de la planète. Si des actions décisives ne sont pas entreprises dans les cinq ans qui viennent, l'Agence internationale de l'énergie prévoit une élévation de la température de l'ordre de trois degrés, pouvant aller jusqu'à six degrés.

Ajouter six degrés en moyenne, c'est, sous certaines latitudes, en ajouter dix ou vingt. C'est une différence probable de plusieurs mètres du niveau des océans. Ce sont des populations déplacées par des catastrophes climatiques dans des proportions imprévisibles. C'est une menace pour la sécurité alimentaire de millions de personnes.

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteignent des niveaux record, celles des pays industrialisés mais aussi, de plus en plus, des économies émergentes. Et l'importante négociation internationale qui s'engage aujourd'hui à **Durban** semble éclipsée par la crise économique.

Certes, quelques grands pays, dont la France et ses partenaires européens, mènent de véritables politiques de lutte contre le réchauffement climatique. Certains pays émergents ont compris l'importance de l'enjeu et ont amélioré leur efficacité énergétique. Mais ils mènent ce combat chacun de leur côté alors que ces phénomènes débordent les frontières. Sans une action internationale décidée et immédiate, nous paierons collectivement le prix de l'indécision. Le président des Maldives, que nous recevions à Paris en octobre, le disait de façon éloquente : " On ne négocie pas avec la Nature. "

La France veut, avec ses partenaires européens, tout faire pour éviter l'échec annoncé à **Durban**. Nous sommes prêts à prolonger les engagements du protocole de Kyoto, qui prend fin cette année, si la communauté internationale s'attelle dans le même temps à un nouvel accord, juridiquement contraignant.

Pour être à la hauteur des enjeux, cet accord doit impliquer les principales économies et afficher l'objectif de division par deux des émissions mondiales d'ici à 2050.

La France veut accompagner les efforts des pays en développement, particulièrement les plus vulnérables, comme elle s'y est engagée à Copenhague. Déjà, l'Union européenne a tenu ses promesses et versé plus de 4,6 milliards d'euros depuis 2010 pour financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

La France veut à aller plus loin pour assurer le financement des immenses besoins que réclame la lutte contre le changement climatique. La présidence française du G20 a fait de la mise en place d'une taxe sur les transactions financières l'une de ses priorités.

Ce financement doit s'accompagner d'autres initiatives, telles que l'instauration d'un prix du carbone sur les émissions du transport maritime et aérien international ou encore le développement des marchés carbone, comme le font ou l'envisagent la Chine, l'Inde, ou l'Australie.

C'est dans cet esprit que nous serons présents à **Durban**, ouverts au dialogue mais déterminés.

Document LEMOND0020111207e7c80002b

Économie | International

Climat; La conférence de Durban entre dans sa semaine décisive

Par Sophie Ribstein, à Durban

710 words

5 December 2011

La Tribune

TRDS

6

French

(c) 2011 La Tribune. Not to be redisseminated except as permitted by your subscriber agreement.

Les États-Unis et l'Inde risquent de compromettre un accord sur la prolongation du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de CO₂. La Chine se montre plus conciliante.

La conférence de **Durban** sur le **climat** entre dans sa phase décisive. Cette semaine, plus de 130 ministres et quelques chefs d'État auront cinq jours pour tenter de faire avancer les négociations. L'Europe veut maintenir en vie le protocole de Kyoto qui se termine en 2012. « Mais, si nous sommes seuls à nous engager sur une deuxième période du protocole de Kyoto qui fixe des objectifs contraignants en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre, ça n'a aucun sens », lance Serge Lepeltier, ambassadeur français en charge des négociations sur le changement climatique. L'Union européenne ne représente que 11 % du total des émissions globales de CO₂. Alors, précise le diplomate, « il faut que nous arrivions à convaincre les pays les plus pollueurs, les pays émergents notamment ».

Mais la Chine, l'Inde ou les États-Unis sont-ils prêts à suivre ? « On sent depuis des semaines que la Chine pourrait bien changer d'avis et s'engager », espère Serge Lepeltier. Mais la rigidité des États-Unis ou de l'Inde reste très forte, notent les observateurs. Le ralliement de la Chine pourrait cependant bien changer la donne. Si le premier émetteur mondial, devant les États-Unis, accepte de prolonger le protocole de Kyoto, beaucoup rêvent de voir un accord se dessiner. Pour l'instant, le Canada, la Russie et le Japon ont assuré qu'ils ne s'engageraient pas si Pékin et Washington ne le font pas. Peu de certitudes, donc et beaucoup d'inquiétudes. « Tout est possible pour le moment, mais nous devons faire très attention à ne pas avoir un accord sans avancée majeure », prévient le négociateur français.

Alors, l'Europe veut tenter le tout pour le tout et exige une feuille de route. Celle-ci doit établir les principes et un calendrier vers un nouveau traité qui, vers 2020, fixerait des objectifs contraignants à tous les pays. Mais là aussi, l'Inde a réagi vivement. « Notre objectif dans ces négociations ne doit pas être de lancer un nouveau processus pour un nouveau traité », a assuré le chef de la délégation indienne, Jayant Mauskar. Et la responsable des Nations unies sur le **climat**, Christiana Figueres, a confié : « Oui, le processus est lent, ce qui frustre beaucoup de gens. »

De la semaine à venir, on attend beaucoup aussi quant à la mise en oeuvre du fonds vert. Celui-ci doit permettre de débloquer d'ici à 2020, 100 milliards de dollars par an pour lutter contre le changement climatique et venir en aide aux pays les plus vulnérables. Mais là aussi, les États-Unis et l'Arabie Saoudite ont soulevé des objections sur les moyens de rendre ce fonds opérationnel. À l'arrivée, ce ne sera que l'année prochaine, notamment pendant les négociations du G20, que les leaders mondiaux discuteront précisément de son financement. En attendant, dans le cadre de financements rapides de 2010 à 2012, la France contribue à sa mise en place à hauteur de 425 millions d'euros par an.

Prix fort pour l'Afrique

Pour autant, les représentants des pays les plus touchés par les impacts du changement climatique veulent encore y croire. « Nous devons rester extrêmement soudés dans le groupe africain », confie Tosi Mpanu Mpanu, le négociateur en chef des pays africains. « Nous subissons déjà les conséquences du réchauffement climatique et nous allons continuer à payer le prix fort. Alors, j'aimerais dire à tous les pays développés, ceux qui nous ont montré la voie du développement, de la démocratie et des droits de l'homme, qu'il faut maintenant qu'ils nous montrent aussi qu'ils peuvent se comporter de manière responsable sur la question climatique », a plaidé le négociateur congolais.



Environmental activists demonstrate outside the United Nations Climate Change conference (COP17) in
Page 7 of 70 © 2011 Factiva, Inc. All rights reserved.

Durban December 3, 2011. The protest march was part of a Global Day of Action to demand a fair climate change deal. REUTERS/Mike Hutchings (SOUTH AFRICA - Tags: ENVIRONMENT)

REUTERS

© Mike Hutchings / Reuters

1228075

Document TRDS000020111204e7c50001a

A Durban, l'UE veut un nouvel accord sur le climat d'ici 2015

524 words

29 November 2011

08:16

Reuters - Les actualités en français

REUTFR

French

(c) Reuters Limited 2011.

DURBAN, 29 novembre (Reuters) - La planète a besoin d'un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre nettement plus ambitieux que la première phase du protocole de Kyoto, ont estimé les négociateurs de l'Union européenne à la conférence internationale de **Durban** sur le **climat**, qui s'est ouverte lundi.

L'Union européenne a appelé de ses vœux la conclusion d'un tel plan d'ici 2015 et sa mise en œuvre avant 2020.

La première phase du protocole de Kyoto, qui a fixé des objectifs contraignants de réduction des émissions de GES pour la plupart des pays industrialisés, prend fin en 2012 et le temps presse pour trouver un accord, élargi aux autres pays, qui prolongerait cette première phase.

"Kyoto, à lui seul, ne peut sauver la planète(...). Les pays prennent leurs distances avec le protocole de Kyoto", a estimé le négociateur de l'UE sur le **climat**, Artur Runge-Metzger, lors d'une conférence de presse à **Durban**, où les débats et négociations prendront fin le 9 décembre.

L'UE est disposée à signer pour une deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto mais d'autres signataires, comme la Russie, le Japon et le Canada, ne le sont pas. Pour les Européens, tout futur accord sera pratiquement dénué de sens si la majorité des pays pollueurs ne le signent pas.

Le protocole de Kyoto, conclu en 1997, porte sur seulement un quart des émissions de CO₂, et cette proportion tombera à seulement 15% si seule l'UE et quelques autres pays s'engagent sur une deuxième phase d'objectifs après 2012.

PEKIN "PAS TRES OPTIMISTE"

Les Etats-Unis, deuxième plus gros pollueur au monde après la Chine, n'ont jamais ratifié le protocole de Kyoto.

Les grands pays en développement comme la Chine et l'Inde n'étaient pas concernés par la première phase du protocole, car étant considérés comme "émergents". Depuis 1997, leurs émissions de GES ont fortement augmenté.

Les conférences internationales sur le **climat** tenues fin 2009 à Copenhague puis fin 2010 à Cancun se sont terminées sans nouvel accord international sur une réduction des émissions et les analystes ne s'attendent guère à des avancées en ce sens à **Durban**.

Le plus gros obstacle sera de trouver un terrain d'entente entre Washington et Pékin. Les deux capitales s'opposent depuis des années sur les questions climatiques. Les Etats-Unis disent qu'ils n'accepteront aucun traité qui n'implique pas la Chine et Pékin n'a guère envie de s'engager si Washington ne fait pas aussi un pas.

Le négociateur en chef chinois, cité lundi par la radio

nationale chinoise, a déclaré qu'il n'était "pas très optimiste" quant aux résultats de la conférence de **Durban**. De son côté, l'émissaire des Etats-Unis sur les questions climatiques Jonathan Pershing a averti Pékin et les autres grands pays émergents de la détermination de Washington à faire valoir ses points de vue.

(Agnieszka Flak et Jon Heskovitz; Eric Faye pour le service français)

CLIMAT-DURBAN

Document REUTFR0020111129e7bt0000n

ENV

Climat : l'idée d'un marché mondial du CO2 s'éloigne

753 words

6 December 2011

Le Monde

LEMOND

Le Monde - All

CTGLEM

7

French

© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

La crise et les doutes sur les négociations internationales incitent les Etats à développer des mécanismes régionaux

L'idée d'un marché mondial du carbone peut-elle survivre à la mise en sommeil du protocole de Kyoto ? Les économistes n'ont pas attendu la conférence de **Durban** sur le **climat** pour se poser la question car c'est bien l'architecture imaginée à l'aube des négociations internationales qui est menacée d'effondrement. Peut-on en sauver des morceaux ? Alors que, crise économique aidant, le prix de la tonne de carbone avoisine son plancher historique sur le système européen d'échange de quotas (ETS) - de loin le premier marché au monde - les experts reconnaissent ne pas y voir très clair.

En 1997, lorsque est signé le protocole de Kyoto, le marché du carbone est promis à un bel avenir. Il doit jouer un rôle central dans la réalisation des objectifs contraignants que viennent d'accepter 36 pays industriels et l'Union européenne. Pour réduire de 5 % leurs émissions de CO2 d'ici à 2012 par rapport à 1990, les Etats pourront s'échanger des permis d'émissions sur un marché où se définira un prix du carbone, selon la loi de l'offre et de la demande.

Pour les économistes, cette voie doit permettre de réaliser à moindre coût les objectifs climatiques. Le dispositif est complété par la création des mécanismes de projet - dont les mécanismes de développement propre (MDP) -, qui autorisent les entreprises du Nord à se procurer des crédits en finançant des installations sobres en carbone dans les pays en développement. Tout le monde est censé y gagner. Près de quinze ans plus tard, personne n'a réellement joué le jeu, sauf l'Europe dont le marché est aujourd'hui mal en point.

" Que faut-il faire ? Nous continuons de penser qu'un marché mondial du carbone est le meilleur moyen de réduire les émissions, mais il faut être réaliste. Nous n'en prenons pas le chemin " estime Andrew Praj, économiste à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Une seule famille ?

Pour autant, le " marché " n'est pas hors jeu. " La majorité des grands pays émetteurs considèrent que les mécanismes de marché sont utiles ", souligne M. Praj. Y compris la Chine qui, dans son douzième plan quinquennal, prévoit l'ouverture, à titre expérimental, de six marchés régionaux.

Aux Etats-unis, faute d'un marché fédéral, auquel l'administration Obama a dû renoncer, plusieurs Etats continuent d'aller de l'avant. En Californie, le système d'échanges de quotas sur les rails depuis 2010 débutera en 2013. Il couvrira 85 % des émissions de cet Etat américain le plus riche.

Au total, il existe dix Bourses du carbone, locale ou régionale, volontaire ou obligatoire, selon le décompte de CDC-**climat**, filiale de la Caisse des dépôts consacrée à la lutte contre le changement climatique. Six sont en projet. A **Durban**, le gouvernement brésilien a révélé que l'Etat de Rio introduirait un système d'échanges à partir de 2015. " La famille s'agrandit ", s'est réjouie la commissaire européenne au **climat**, Connie Hedegaard.

Peut-on parler d'une famille ? Le marché japonais, concentré sur le secteur de l'énergie, n'a pas grand-chose à voir avec le marché néo-zélandais, dont le souci est de réduire les émissions liées à la forêt.

Ces marchés fonctionnent selon des règles et des comptabilités différentes. Ils ont cependant une chose en commun : tous possèdent des mécanismes de flexibilité pour faciliter la tâche des secteurs placés sous contrainte. Parmi eux, les MDP jouent un rôle prépondérant. D'où cette idée qu'ils puissent devenir une sorte de " monnaie commune " dont la valeur continuerait d'être garantie par la Convention **climat**. Un moyen de connecter des marchés qui sont fragmentés. Et la seule façon en somme de ne pas définitivement tirer un trait sur un même très lointain marché mondial.

Mais la pérennité des MDP est âprement débattue à **Durban**. " Nous n'adhérerons pas à une deuxième

période d'engagement du protocole de Kyoto, mais nous souhaitons que les MDP perdurent ", avance Masahiko Horie, ambassadeur japonais pour le **climat**. Ce à quoi la Chine rétorque : pas d'engagements, pas de MDP.

Les Européens exigent, eux, une profonde réforme du dispositif dont les faiblesses sont apparues ces dernières années. Que proposeront les négociateurs ? Leur texte est attendu en début de semaine, mais ce sont les ministres qui rendront le verdict final.

Laurence Caramel

Document LEMOND0020111205e7c60000m

Le protocole de Kyoto et le fonds pour le climat en souffrance

1,193 words

6 December 2011

14:01

All Africa

AFNWSF

French

(c) 2011 AllAfrica, All Rights Reserved

Durban, Afrique Du Sud, Dec 05, 2011 (Inter Press Service/AllAfrica Global Media via COMTEX) -- A quelques jours des négociations des Nations Unies sur les changements climatiques, de profondes divergences sur les questions clé de la conférence ont surgi. De sérieux doutes sur l'adoption du Fonds vert pour le **climat** sont apparus, tandis qu'une deuxième période du Protocole de Kyoto semble être de plus en plus improbable.

Un certain nombre de pays d'Amérique du sud, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, le Nigeria et le Venezuela ont exprimé des réserves par rapport à la signature du Fonds vert pour le **climat** (FVC), évoquant la nécessité de revoir certaines de ses clauses. L'Union européenne (UE), qui continue de soutenir le projet de document du fonds, a exhorté les pays à ne pas retarder ses progrès, avec pourtant peu de succès jusqu'ici.

"Il devrait être possible de s'entendre sur le projet d'instrument tel qu'il est. Il est un bon compromis. Dans sa forme actuelle, il attirerait des fonds importants", a déclaré le négociateur de l'UE, Tomasz Chruszczow. "Ce serait contreproductif d'entreprendre de nouvelles discussions techniques sur cet instrument".

Des organisations non gouvernementales et des militants du **climat** conviennent que la réouverture du texte de négociation compromettrait sérieusement les chances de finaliser le FVC avant la fin du sommet de la 17ème Conférence des parties (COP 17) en cours à **Durban**, en Afrique du Sud.

"Cela signifierait qu'il n'existe aucun instrument dans lequel l'argent pourrait entrer. Nous comprenons qu'il y ait des inquiétudes provenant de certaines parties, mais ce texte de négociation représentait un compromis politique bien équilibré et a mis des mois avant d'être finalisé", a déploré Tasneem Essop, le directeur de la stratégie internationale sur le **climat** du Fonds mondial pour la nature.

Plus de 190 pays participant aux négociations climatiques mondiales à **Durban** étaient censés signer le FVC, qui est destiné à aider les pays en développement avec 100 milliards de dollars par an, d'ici à 2020, à s'adapter aux effets des changements climatiques.

Dans un effort pour réaliser un consensus, la présidente de la COP 17, Maite Nkoana-Mashabane, a indiqué qu'elle contacterait les différents pays à travers "des discussions transparentes et informelles" dans les jours à venir. Il n'existe, cependant, aucun processus ou délai définitif pour ces négociations. Les partisans du FVC attendent maintenant avec impatience la présentation de son rapport.

Certains experts suggèrent qu'au lieu de rouvrir les négociations, il devrait exister un texte supplémentaire pour le projet de document qui résout certaines des préoccupations les plus pressantes, tandis que d'autres questions pourraient être discutées par le conseil du FVC, une fois élu.

Economie d'adaptation

Un financement immédiat pour l'adaptation et l'atténuation permettra non seulement d'aider les pays à faire face aux changements climatiques, mais aura aussi un bon sens économique. La Banque mondiale et la 'United States Geological Survey' (Enquête géologique américaine) ont estimé que des pertes économiques à travers le monde dues aux catastrophes naturelles dans les années 1990 auraient pu être réduites de 280 milliards de dollars, si seulement 40 milliards de dollars avaient été investis dans la prévention des catastrophes.

Mais deux ans après s'être engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, lors de la COP 15 à Copenhague, les pays développés n'ont pas encore indiqué la source de provenance de ces fonds publics promis. Ils se sont plutôt concentrés sur les moyens de mobiliser le secteur privé.

"Si ce fonds vient avec un coffre vide, il n'aura pas de sens", a averti Ilana Solomon, conseillère politique à 'ActionAid' aux Etats-Unis. "Nous savons que les temps sont durs pour une aide financière et que les budgets sont serrés", a-t-elle déclaré, en référence à la crise dans la zone euro, "mais la vérité est que les pays riches peuvent réunir cet argent".

Les difficultés à obtenir un financement pour le FVC sont alarmantes, car même si les pays finalisent en fin de compte tout le budget, il ne sera pas suffisant. Des estimations récentes effectuées par la Commission européenne et la Banque mondiale montrent qu'au moins le double du montant qui sera réuni pour le fonds est nécessaire pour l'adaptation et l'atténuation dans les pays en développement. D'autres experts soulignent que le monde aura besoin de 5,7 trillions de dollars d'ici à 2035 pour faire face aux effets des changements climatiques.

Des experts des changements climatiques indiquent également qu'une action est désormais nécessaire, parce qu'il faudra sept fois plus de temps pour inverser les effets négatifs des changements climatiques, que d'investir dans la prévention.

"Il semble que nous parlons beaucoup d'argent, mais le coût de l'inaction est bien plus élevé que celui de l'action", a affirmé Kelly Dent, conseillère politique sur les changements climatiques à 'Oxfam International - Australie'. "Nous avons besoin d'argent pour approvisionner le fonds. Et nous voulons qu'il soit disponible et rapidement opérationnel".

Jusqu'à présent, les pays n'ont pas pu s'entendre sur un mécanisme unique pour attirer des fonds publics.

Kyoto - une COP morte?

Au milieu des discussions houleuses sur le fonds pour le **climat**, les chances que les pays acceptent une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, qui expirera à la fin de 2012, sont devenues aussi faibles. En dehors de l'UE, aucune autre nation industrialisée ne soutient actuellement l'idée d'une extension.

Les Etats-Unis, la Russie et le Japon ont clairement affiché leur désintérêt, tandis que le Canada a provoqué un tollé général il y a une semaine lorsque tout le monde a su qu'il veut abandonner le protocole, probablement pour éviter de payer des amendes pour n'avoir pas atteint ses objectifs de réduction des émissions.

"Nous ne pouvons pas laisser la distraction de la manœuvre du Canada détourner notre attention sur de très réels progrès qui peuvent être faits avec l'UE et d'autres, comme un pas crucial e avant pour un régime juridiquement contraignant et des réductions des émissions", a exhorté Dent.

Même l'UE est en train de changer légèrement de tactique. Elle veut désormais que les plus grands émetteurs du monde s'accordent d'ici à 2015 sur un pacte contraignant à mettre en vigueur d'ici à 2020 au plus tard et offre en échange une extension de ses objectifs de réduction du carbone conformément au Protocole de Kyoto. L'UE a déclaré qu'elle espère sortir les négociations de l'impasse et trouver un "terrain d'entente" avec la Chine et d'autres économies émergentes.

Mais des experts des changements climatiques croient qu'attendre jusqu'en 2020 pour définir des objectifs fermes de réduction des émissions fera qu'il sera trop tard. "Nous avons besoin d'ambition pour augmenter les objectifs de réduction des émissions à partir de 2012. 2020 est trop tard", a souligné Dent.

Document AFNWSF0020111206e7c60008f

ENV

L'Union européenne est déjà isolée à la conférence de Durban sur le climat

754 words
2 December 2011
Le Monde
LEMOND
Le Monde - All
CTGLEM
11
French
© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

Les Etats-Unis et les pays émergents jugent les propositions des Vingt-Sept inacceptables

Rude épreuve pour les Européens. Ils avaient cru pouvoir donner une plus grande ambition à la 17e conférence des Nations unies sur le **climat**. Trois jours à peine après le début des discussions à **Durban**, en Afrique du Sud, ils apparaissent très isolés. Après la fin de non-recevoir adressée, mardi 29 novembre, par le négociateur américain Jonathan Pershing, la Chine, le Brésil et Grenade - au nom de l'Alliance des petits Etats insulaires (Aosis) - ont exprimé, mercredi, leur position en des termes non moins directs.

" Il n'est pas envisageable que la Chine prenne position maintenant sur ce qu'elle devrait faire après 2020, a expliqué Su Wei, le chef de l'équipe de négociation chinoise. Une décision ne pourra être prise qu'après 2014 ", c'est-à-dire lorsque le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du **climat** (GIEC) aura publié son prochain rapport et que les Nations unies auront évalué les engagements de tous les Etats. " Ce n'est pas une façon efficace et productive de procéder ", a-t-il ajouté pour dénoncer la " méthode " des Européens.

L'Union européenne (UE) pose comme condition à son engagement dans une seconde période du protocole de Kyoto, qui expire à la fin 2012, la signature d'une feuille de route qui conduise à un accord global et contraignant à l'horizon 2020.

Le Brésil qui, parmi les pays émergents, paraissait le plus ouvert à la demande européenne, a pris ses distances : " Nous pourrions accepter une discussion sur une feuille de route si les Etats-Unis y participaient, a développé le négociateur brésilien Correa do Lago. Ce n'est pas le cas, donc personne ne veut s'engager dans un débat qui va se terminer par l'absence des Américains. "

Les petits Etats insulaires, d'ordinaire proches de l'Europe, ont cette fois-ci laissé percer leur colère : " Une feuille de route qui nous éloigne des décisions urgentes que nous devons prendre à **Durban**. Non ! ", a tranché leur représentante, Dessima Williams.

Si, parmi ces " urgences ", la reconduction du protocole de Kyoto, avec de nouveaux engagements chiffrés de réduction des émissions de CO2 des pays industrialisés, figure en tête de liste, la mise en oeuvre d'un Fonds vert apparaît tout aussi cruciale aux yeux des pays en développement. Or mercredi, les discussions se sont brutalement tendues avec le refus des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et du Venezuela d'entériner le texte destiné à être adopté lors de la conférence. Celui-ci, fruit de plus de six mois de travail, détermine les règles de fonctionnement du fonds censé recueillir 100 milliards de dollars à partir de 2020 pour financer la transition énergétique des pays en développement et aider les plus pauvres à s'adapter au réchauffement.

Les Etats-Unis n'ont pas détaillé les raisons de leur refus, se contentant d'évoquer des " erreurs et des incohérences ". Le Venezuela a contesté la place accordée à la Banque mondiale dans la gestion du fonds. L'Arabie saoudite a pour sa part conditionné son soutien au bénéfice des futurs financements. Car elle considère que les politiques climatiques vont la priver d'une partie de ses revenus et qu'il serait légitime de compenser ses pertes en l'aidant, par exemple, à déployer des projets de séquestration du carbone. Pour déminer ces différends avant que la situation ne tourne à l'impasse, la présidente de la conférence, la Sud-Africaine Maité Nkoana-Mashabane, a été chargée de mener des consultations " informelles ".

L'âpreté de ces premiers jours de négociations, alors que les ministres ne sont pas attendus avant le début de la semaine prochaine, augure mal de l'issue de la conférence. Outre les doutes sur la stratégie européenne, les premières prises de position des Américains font craindre qu'ils ne se montrent une nouvelle fois inflexibles. Un risque qui a conduit des ONG américaines à adresser une requête à la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Dans une lettre envoyée mercredi, Sierra Club, Union of Concerned Scientists et Natural Resources Defense Council lui demandent d'assouplir la position de ses négociateurs. En arrivant à la Maison Blanche, " Barack Obama avait promis de s'engager vigoureusement dans la négociation climatique, rappellent-elles. Trois ans après, les Etats-Unis risquent

d'être vus non pas comme un leader mais comme un obstacle majeur à tout progrès. "

Laurence Caramel

Document LEMOND0020111201e7c20000z

L'OMM tire la sonnette d'alarme concernant le climat mondial

par Jon Herskovitz
547 words
29 November 2011
12:40
Reuters - Les actualités en français
REUTFR
French
(c) Reuters Limited 2011.

DURBAN, Afrique du Sud, 29 novembre (Reuters) - La planète continue de se réchauffer et 2011 comptera parmi les années les plus chaudes jamais enregistrées, indique mardi l'Onu dans un nouveau rapport, publié alors que les délégués de près de 200 pays sont réunis depuis lundi à **Durban** sur le **climat**.

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM, agence des Nations unies), les 13 années les plus chaudes au plan mondial ont été enregistrées depuis 1997, année de la conclusion du protocole de Kyoto.

La hausse des températures a d'ores et déjà favorisé des conditions climatiques extrêmes, qui accroissent l'intensité des sécheresses et de précipitations ici et là à travers le monde, lit-on dans le rapport.

"Notre expertise est solide et prouve sans aucune ambiguïté que le monde se réchauffe, et que ce phénomène est dû aux activités de l'homme", a déclaré à la presse à **Durban** le secrétaire général adjoint de l'OMM, Jerry Lengoasa.

Cette année, le **climat** de la planète a été fortement sous l'influence du phénomène climatique appelé La Nina - généralement associé à une météo extrême dans la région Asie-Pacifique mais aussi en Amérique du Sud et en Afrique.

La Nina est apparue de manière inattendue dans la zone tropicale du Pacifique au second semestre 2010. Cette Nina, l'une des plus marquées en 60 ans, est associée de près à la sécheresse constatée en Afrique de l'Est, aux Etats-Unis et dans la zone équatoriale centrale du Pacifique, ainsi qu'à de graves inondations dans d'autres régions du monde.

PREVISION ALARMANTE DE L'OCDE

"Les concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère ont atteint un nouveau niveau record", a expliqué le secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud.

"Ils se rapprochent rapidement d'un niveau entraînant une hausse de 2 à 2,4° Celsius de la température moyenne mondiale, hausse qui, selon la communauté scientifique, pourrait déclencher des modifications de grande ampleur et irréversibles sur notre Terre, dans sa biosphère et dans les océans", a prévenu Michel Jarraud.

C'est la Russie qui connaît la plus forte variation par rapport à la moyenne. De janvier à octobre, les régions boréales de ce pays ont enregistré des températures supérieures par endroits de 4° à la moyenne, indique l'OMM.

Des scientifiques de l'Onu ont averti ce mois-ci dans un autre rapport qu'une augmentation du nombre de canicules était quasi certaine à travers le monde, et que le réchauffement s'accompagnerait vraisemblablement d'un surcroît d'inondations, de cyclones plus puissants et de coulées de boues plus nombreuses, mais aussi de sécheresses plus intenses.

L'Organisation de coopération de développements économiques (OCDE) estime pour sa part que la moyenne des températures mondiales pourrait augmenter de 3 à 6° Celsius d'ici la fin du XXIe siècle, si les Etats ne freinent pas le niveau d'émissions de GES.

La fonte des glaciers et la hausse du niveau des mers s'accompagneront de destructions sans précédent et certains micro-Etats insulaires risquent de disparaître, ajoute l'OCDE.

(Eric Faye pour le service français, édité par Gilles Trequesser)

CLIMAT-DURBAN-ONU (PAPIER PREVU, PHOTO, TV)

Document REUTFR0020111129e7bt0001w

ENV

Vives divergences autour du futur " fonds vert " sur le climat

665 words
8 December 2011
Le Monde
LEMOND
Le Monde - All
CTGLEM
14
French
© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

Cent milliards de dollars par an ont été promis, à partir de 2020, aux pays en développement

Ainsi va la négociation : de réunion " informelle-informelle " en réunion " informelle ", selon le langage codé des négociateurs rompus à ces interminables marathons. Alors que le volet ministériel de la 17^e conférence des Nations unies sur le **climat** s'est ouvert mardi 6 décembre, les experts continuent à " drafter " (ébaucher) les textes d'un possible compromis.

Conscients qu'il ne reste plus que trois jours avant la fin du sommet. La création d'un " fonds vert " promis à Cancun (Mexique) en 2010 reste l'un des principaux enjeux pour les pays en développement. Les pays industrialisés se sont engagés à ce qu'ils reçoivent 100 milliards de dollars (74,4 milliards d'euros) par an à partir de 2020. Quitter **Durban** sans un accord serait une gifle cinglante.

Mardi soir, rien ne semblait pourtant solidement assuré. La soixantaine de pays toujours présents autour de la table continuaient de s'affronter sur le projet de décision en 23 points soumis, le matin, par la présidence du groupe de travail sur le " fonds vert ". Opposant deux visions sur le statut, la structure et le fonctionnement du futur véhicule financier : l'une portée par les Etats-Unis, l'autre par les pays en développement.

L'ONU, au sortir de Cancun, s'était donné le temps de préparer le terrain en chargeant un groupe de quarante experts de définir l'architecture du fonds. Ce comité transitoire a travaillé pendant près de huit mois avant de transmettre son rapport. Seuls les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et le Venezuela, pour des raisons très différentes, avaient refusé de cautionner ses conclusions à la veille de **Durban**.

La liste s'est allongée depuis. Les Européens, qui, dès le début de la conférence, ont plaidé pour une adoption du texte " en l'état ", par crainte de voir se rouvrir des débats difficilement tranchés, ont renouvelé leur proposition mardi soir. Mais il est peu probable que cette option soit retenue.

Les points de blocage, listés à huis clos, sont nombreux. D'abord, le degré de contrôle qu'auront les Etats sur les projets financés par le fonds, en particulier lorsqu'il s'agit de projets du secteur privé. " Nous ne remettons pas en cause le rôle des gouvernements mais nous voulons un fonds efficace ", a déclaré le représentant des Etats-Unis, en pointant les lourdeurs d'un dispositif trop bureaucratique à ses yeux. Les pays en développement jugent au contraire le texte insuffisant et demandent que tout projet soit d'abord approuvé par " une autorité nationale ". " Notre crainte est que le "fonds vert" se transforme en machine à subventionner des multinationales étrangères ", lâche délégué africain.

La désignation du secrétariat pose aussi problème. Les pays en développement veulent un lien fort avec la convention **climat**. Les Etats-Unis, mais aussi les Européens, redoutent par-dessus tout une gouvernance dans laquelle pourraient intervenir 193 pays. Ils ont proposé que la tâche soit confiée au Fonds mondial pour l'environnement.

En outre, Washington refuse toute référence - même minime - à des engagements financiers. " Il est prématuré de parler de capitalisation du fonds ", a insisté le négociateur américain, confortant les craintes des pays pauvres de voir le fonds lancé sans aucune assurance sur son futur financement. Ce qui en ferait une coquille vide. Mardi, la Bolivie a déposé une proposition portant sur la taxation du commerce maritime et du secteur aérien. Mais une telle initiative ne relève pas seulement de la convention **climat** et de nombreux pays y restent opposés.

A cette liste déjà longue s'ajoutent les demandes répétées des pays vulnérables de voir leurs besoins en matière d'adaptation plus précisément reconnus. Dans cette atmosphère tendue et confuse à la fois, l'Arabie saoudite a réaffirmé qu'elle ne soutiendra pas le lancement du fonds si l'impact des politiques climatiques sur ses revenus n'est pas compensé.

Laurence Caramel

ENV

Climat : le coup de force de l'Europe pour arracher un traité à la conférence de Durban

1,151 words

29 November 2011

Le Monde

LEMOND

Le Monde - All

CTGLEM

10

French

© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

193 pays sont réunis en Afrique du Sud. L'Union demande aux Etats-Unis et aux émergents de faire plus contre le réchauffement

L'Europe qui " pèse " quatre fois moins que les deux plus gros pollueurs de la planète réunis (Etats-Unis et Chine sont à l'origine de plus de 40 % des émissions mondiales de CO₂) a-t-elle encore les moyens d'orienter les négociations climatiques ? La 17e conférence de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC) qui s'est ouverte, lundi 28 novembre, pour deux semaines, à **Durban** (Afrique du Sud), sera un test important.

Pari imprudent ou calcul mesuré de la part des Européens, c'est en tout cas autour de leur proposition que devraient s'articuler les discussions politiques pour tenter de redonner du souffle et un cap à un processus multilatéral qui, depuis l'échec de la conférence de Copenhague, en décembre 2009, s'est installé dans un " régime " largement insuffisant pour espérer limiter la hausse moyenne des températures à 2 °C d'ici la fin du siècle. Seuil recommandé par les experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du **climat** (GIEC) pour se prémunir d'un réchauffement aux effets irréversibles et dangereux pour une grande partie de l'humanité.

Or les engagements pris pour infléchir l'envolée des émissions mondiales sont loin de suffire. Ils ne représentent que 60 % de l'effort qu'il faudrait fournir d'ici à 2020. Deux rapports (l'un de l'Agence internationale de l'énergie, l'autre du Programme des Nations unies pour l'environnement) viennent de confirmer que, au rythme actuel, le thermomètre mondial augmenterait de 3 °C à 6 °C d'ici à la fin du siècle plutôt que 2 °C.

D'où la volonté de remettre au centre de la négociation la nécessité d'un accord global et légalement contraignant qui oblige tous les grands émetteurs à prendre leur part du fardeau. Au lendemain de Copenhague, cette idée semblait avoir fait long feu et les Européens, anéantis par le fiasco de la conférence, avaient, par réalisme, admis qu'il faudrait peut-être se satisfaire de contributions volontaires.

Ce fut, dans le langage des négociateurs, le basculement d'une approche " top down " vers une approche " bottom up " : chacun met ce qu'il veut sur la table et advienne que pourra.

Les Européens reviennent donc à la charge à **Durban**. Parce qu'il n'y a pas d'autre solution, a expliqué la commissaire au **climat**, Connie Hedegaard. " Seul un objectif contraignant nous oblige à agir. En cette période de crise, l'Union européenne n'aurait certainement pas continué à progresser dans la lutte contre le changement climatique si cet impératif n'avait pas été inscrit dans sa législation. Les autres pays devraient en tirer des enseignements ", a-t-elle rappelé à la veille de **Durban**, en faisant référence au paquet **climat**-énergie qui balise la politique climatique de l'Union jusqu'en 2020.

Connie Hedegaard a une carte en main : le protocole de Kyoto, dont la première période d'engagement expire fin 2012. Les pays en développement avec les grands émergents - Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud - exigent sa reconduction, car il constitue leur unique moyen de pression sur les pays industrialisés.

Or l'Union européenne (UE) est la seule à avoir officiellement déclaré être prête à une seconde période d'engagement. A une condition : que les autres grands pays émetteurs adhèrent à une feuille de route actant du principe d'un futur traité global et contraignant. " L'Europe, avec ses 11 % d'émissions mondiales, ne peut sauver seule le processus. Il faut faire davantage, cela n'aurait pas de sens que l'Europe accepte de maintenir Kyoto sans contreparties. Le monde attend que les Etats-Unis et les pays émergents s'engagent. Voilà pourquoi nous proposons d'adopter une feuille de route claire avec un calendrier qui nous conduise vers un traité solide avec la participation de tous les grands pays émetteurs ", défend la représentante européenne.

Quelles sont les chances de voir un tel scénario émerger à **Durban** ? Faibles, assurément. Même si la secrétaire exécutive de la convention **climat**, Christiana Figueres, a confirmé qu'il était pris au sérieux : " Les gouvernements sont arrivés à **Durban** en ayant très clairement à l'esprit que l'avenir du protocole

de Kyoto est LE sujet sur la table et qu'il est intimement lié aux décisions qu'ils prendront sur un accord global ", a-t-elle déclaré dimanche.

Trois options sont possibles. La plus optimiste couronne de succès l'initiative européenne. La négociation est relancée et les parties se donnent jusqu'en 2015 pour discuter de l'architecture du futur traité qui entrerait en vigueur en 2020, lorsque expireraient les engagements pris par quelques-uns dans une seconde période de Kyoto - les Européens espèrent au moins rallier la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suisse - et ceux adoptés dans la foulée de Copenhague.

Quatre-vingt-quatre pays, dont les Etats-Unis et la Chine, ont déjà formellement déposé auprès de la Convention **climat** des plans d'action volontaires d'ici à 2020. La date butoir des négociations, fixée à 2015, permet de prendre en compte les données du prochain rapport du GIEC, qui doit être publié en 2013.

Deuxième option nettement moins ambitieuse, mais toujours optimiste : l'idée d'un traité contraignant est entérinée, mais les pays émergents et les Etats-Unis refusent de fixer une date. L'UE accepte le compromis. La décision est renvoyée après 2015 à la lumière du rapport du GIEC et des avancées sur les autres volets de la négociation, en particulier celui du financement.

Les pays développés ont promis la création d'un " fonds vert " doté de 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) par an à partir de 2020 pour financer les politiques de transition énergétique et d'adaptation des pays en développement. Le Fonds a été créé, mais reste jusqu'à présent une coquille vide. La crise financière compromet tout réel progrès à **Durban**. Les caisses publiques sont vides et la discussion sur les financements innovants n'est pas mûre.

Troisième option : l'UE essuie une fin de non-recevoir. Les pays en développement refusent de discuter d'engagements contraignants tant que la question du financement n'est pas réglée. Les Etats-Unis jettent de l'huile sur le feu en dénonçant une nouvelle fois le dumping environnemental de la Chine. Aucune décision n'est prise sur le protocole de Kyoto. La confiance dans le processus de négociations multilatérales s'effondre un peu plus.

Une seule chose est sûre : la conférence **Durban** ne sera pas ce simple rendez-vous d'étape annoncé il y a encore quelques semaines. Lundi matin, le texte sur lequel les 193 Etats devront plancher n'existait pas encore.

Laurence Caramel

Document LEMOND0020111128e7bt0000t

Climat-La Chine pourrait s'engager sur des objectifs contraignants

368 words

2 December 2011

19:57

Reuters - Les actualités en français

REUTFR

French

(c) Reuters Limited 2011.

DURBAN, Afrique du Sud, 2 décembre (Reuters) - La Chine a confirmé vendredi qu'elle pourrait s'engager sur des objectifs contraignants de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, une décision qui pourrait relancer les négociations internationales sur le **climat**.

"Nous n'excluons pas la possibilité d'une contrainte juridique, mais cela dépend des négociations", a déclaré Su Wei, qui dirige la délégation chinoise à la conférence internationale sur le **climat** de **Durban**, en Afrique du Sud.

Depuis quatre ans, la communauté internationale tente en vain de négocier un nouvel accord global de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) susceptible de succéder au Protocole de Kyoto.

Ce texte, qui remonte à 1997, constitue la première réponse internationale au défi du réchauffement. Il fixait des objectifs chiffrés aux pays développés - à l'exception des Etats-Unis qui ne l'ont pas ratifié -, mais sa première phase d'engagements expire en 2012.

L'Union européenne se dit prête à une seconde phase d'engagements à condition que tous les grands pays émetteurs de gaz à effet de serre s'accordent sur des réductions contraignantes à partir de 2020.

Pour l'heure, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis, les trois principaux émetteurs de la planète, ne sont pas liés par le Protocole de Kyoto et refusent de s'engager sur des objectifs juridiquement contraignants.

D'où l'importance de l'ouverture chinoise.

"Puisque l'UE est le seul groupe de pays prêt à considérer une seconde période d'engagements, nous sommes prêts et nous voulons discuter de façon constructive avec l'UE", a ajouté Su Wei.

Kelly Dent, spécialiste du **climat** au sein de l'ONG Oxfam, estime que cette ouverture chinoise va "accentuer la pression sur les Etats-Unis" dont le négociateur en chef, Jonathan Pershing, a redit vendredi qu'ils ne s'engageraient pas sur des réductions légalement contraignantes au motif que les principales économies émergentes, a-t-il dit, n'en feraient pas autant.

La conférence de **Durban** s'achève le 9 décembre.

(Stian Reklef; Henri-Pierre André pour le service français)

CLIMAT-CHINE (PHOTO, TV)

Document REUTFR0020111202e7c200055



Climat: Kyoto, le traité pionnier devenu emblème absolu

Anthony LUCAS

569 words

6 December 2011

17:17

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Sauver le protocole de Kyoto à tout prix: l'avenir du traité pionnier contre le changement climatique est devenu un symbole, un combat, bien au-delà des débats sur l'efficacité même de l'outil.

"KP", comme Kyoto Protocol: sur des banderoles, des autocollants et même des cravates, ces deux lettres s'affichent partout dans les couloirs de la conférence de l'ONU sur le **climat**, qui se déroule à **Durban** (Afrique du Sud).

"Nous voulons montrer notre solidarité avec le protocole de Kyoto", lance fièrement Barry McGarron, jeune militant irlandais arborant un T-shirt "I Love KP".

"La survie du protocole de Kyoto est devenue emblématique", constate Claire Parker, analyste à l'organisation environnementale IUCN.

Rio, Bali, Copenhague: dans la liste des villes ayant marqué le processus onusien des négociations climatiques, la ville japonaise de Kyoto reste à part, la seule ayant laissé son nom à un traité, signé en 1997, pour lutter contre le changement climatique.

Un temps fort avec des applaudissements et quelques larmes au terme d'un marathon de négociations, se souviennent quelques "anciens" du processus.

Entré en vigueur en 2005, ce protocole est le seul imposant des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), à l'origine du réchauffement, à près d'une quarantaine de pays industrialisés, à l'exception notable des Etats-Unis qui avaient refusé de le ratifier après l'avoir signé.

A **Durban**, les pays en développement exigent de nouveaux engagements des pays développés pour prolonger la vie de ce traité après une période initiale qui se termine fin 2012.

"Avoir une deuxième période d'engagement est la plus importante question de **Durban**", a rappelé lundi Xie Zhenhua, le principal responsable des questions climatiques pour la Chine, pays qui, désormais premier émetteur de CO2, n'est pas soumis à des engagements dans le cadre de Kyoto.

"Le protocole de Kyoto a ses limites, ses insuffisances, mais c'est le seul instrument légal qui existe en ce moment avec des engagements contraignants des pays développés", rappelle le porte-parole des pays africains, Seyni Nafo.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a lui-même demandé mardi aux délégués de "considérer avec attention une deuxième période d'engagement".

"Si Kyoto tout seul ne résoudra pas le problème du **climat**, il constitue une fondation sur laquelle bâtir", a-t-il ajouté.

Nombre de négociateurs soulignent que Kyoto reste un modèle d'architecture indispensable au moment où est débattu un éventuel futur traité international.

Les Japonais eux-mêmes, qui, comme le Canada ou la Russie, refusent de prendre de nouveaux engagements, reconnaissent le rôle fondateur de ce texte.

"Le protocole de Kyoto nous a donné une bonne base sur la façon dont nous devons travailler sur les questions climatiques", confie un haut responsable de la délégation japonaise qui avait participé à la rédaction de l'accord.

"J'ai un sentiment particulier pour le protocole, qui a été mon premier accord international", raconte-t-il, avant d'appeler à un cadre désormais plus large, constatant qu'une éventuelle deuxième période

d'engagement avec l'UE et quelques autres ne couvrirait que 15% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

"Je peux comprendre une certaine peur chez les pays en développement, mais il faut regarder la réalité, pas seulement les émotions", a-t-il dit.

alu/jca/sba

Document AFPFR00020111206e7c60049v



Climat: les Etats-Unis jugent que la position chinoise n'a pas évolué

465 words

6 December 2011

14:13

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

La position de la Chine sur la question d'un éventuel accord juridiquement contraignant sur le réchauffement climatique n'a pas évolué, a estimé mardi à **Durban** (Afrique du Sud) le représentant américain pour le **climat**, Todd Stern.

"Je n'ai pas le sentiment qu'il y a eu un quelconque changement dans la position chinoise concernant un accord juridiquement contraignant", a déclaré Todd Stern au cours d'un point de presse, interrogé sur ce point sensible des négociations.

La Chine et les Etats-Unis sont les deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre de la planète et, de facto, les acteurs centraux des négociations internationales sur le changement climatique qui se déroulent actuellement à **Durban** en présence de plus de 190 pays.

L'objectif du processus onusien de négociation est de trouver les moyens de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre pour limiter la hausse de la température de la planète à +2°C.

Les Européens souhaitent lancer à **Durban** une "feuille de route" qui permettrait d'aller vers un traité mondial juridiquement contraignant qui pourrait être signé en 2015 et entrerait en vigueur à l'horizon 2020.

La Chine a laissé entendre, ces derniers jours, qu'elle pourrait s'engager sur un tel accord, même si les déclarations de ses représentants ont fait l'objet d'interprétations différentes.

"Je pense qu'après 2020, nous devrions également négocier un document juridiquement contraignant", a notamment déclaré Xie Zhenhua, le principal responsable chinois des questions climatiques, au cours d'une rencontre avec des ONG.

Seul grand pays industrialisé qui n'a jamais ratifié le protocole de Kyoto, les Etats-Unis répètent inlassablement qu'ils ne s'engageront jamais dans un accord mondial qui se ferait sans les grands pays émergents, Chine en tête.

L'Inde a également émis de vives réserves mardi vis-à-vis de la "feuille de route" proposée par l'Europe.

"Des pays ont mis sur la table de ces négociations la question d'un futur accord juridiquement contraignant comme la panacée face au changement climatique. Cette question mélange mise en oeuvre avec ambition", a pour sa part souligné la ministre indienne de l'Environnement Jayanthi Natarajan.

"La plus importante question pour nous à **Durban** est qu'une décision claire et ratifiable soit prise sur la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto", a-t-elle souligné.

"Cela doit avoir lieu si les parties de Kyoto (les pays industrialisés à l'exception des Etats-Unis) sont vraiment engagés contre le changement climatique", a-t-elle ajouté dans une conférence de presse commune avec les autres grands émergents du groupe BASIC, le Brésil, l'Afrique du Sud et la Chine.

jca/alu/aub

Document AFPFR00020111206e7c60040h



S'adapter au changement climatique: des décisions "fortes" probables à Durban (ONU)

234 words

4 December 2011

19:01

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

La conférence sur le **climat** de **Durban** devrait permettre d'acter "les décisions les plus fortes que nous n'ayons jamais eues" pour aider les pays les plus vulnérables à faire face aux conséquences du changement climatique, selon la responsable **climat** de l'ONU.

"Je suis plutôt confiante que nous allons sortir de **Durban** en fin de semaine avec probablement les décisions les plus fortes que nous n'ayons jamais eues pour soutenir l'adaptation", a indiqué Christiana Figueres à l'AFP.

Le terme adaptation désigne toutes les actions mises en oeuvre non pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) mais pour limiter sur le terrain les les conséquences du changement climatique.

Une chose importante pour la présidence sud-africaine de cette conférence sur le **climat**, a souligné Mme Figueres, est que "l'adaptation connaisse de bons progrès, et cela est effectivement le cas".

A ce jour, toutefois, la quasi-totalité des fonds dépensée dans le monde dans le cadre de la lutte contre le changement climatique reste utilisée pour réduire les émissions de CO2, selon un récent rapport d'un centre international de recherche basé à San Francisco, le Climate Policy Initiative.

Environ 95% des quelque 97 milliards de dollars dépensés pour le **climat** sont fléchés vers la réduction des émissions, selon cette étude.

mh-alu/ej

Document AFPFR00020111204e7c40062v



Climat: "l'avenir de la planète est en jeu", lance Ban Ki-moon à Durban

Jérôme CARTILLIER et Anthony LUCAS

672 words

6 December 2011

17:43

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a lancé une mise en garde mardi à **Durban**, en Afrique du Sud, face au réchauffement climatique qui met "l'avenir de la planète en jeu", appelant à donner une suite au protocole de Kyoto, "une fondation sur laquelle bâtir".

"Sans exagération, nous pouvons dire: l'avenir de notre planète est en jeu", a déclaré M. Ban devant les représentants de plus de 190 pays réunis depuis dix jours et jusqu'à vendredi pour trouver les moyens de faire chuter les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin de limiter la hausse de la température de la planète à +2°C.

Soulignant la "gravité du moment", M. Ban a reconnu qu'il ne fallait pas à s'attendre à des percées spectaculaires à **Durban**, en raison notamment de la crise économique, mais insisté sur l'importance du protocole de Kyoto, seul outil juridiquement contraignant sur les émissions de gaz à effet de serre dont l'avenir incertain est au coeur des débats à **Durban**.

"Je vous demande de considérer avec attention une deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto", provoquant une vague d'applaudissements nourris.

"Si Kyoto tout seul ne résoudra pas le problème du **climat**, il constitue une fondation sur laquelle bâtir", a-t-il ajouté alors que, à l'extérieur de la séance plénière, ont fleuri des messages "I love KP" ("KP" pour protocole de Kyoto), imprimés sur des autocollants ou sur les T-shirts de certains militants.

Entré en vigueur en 2005, Kyoto impose à l'ensemble des grands pays industrialisés - à l'exception notable des Etats-Unis qui ne l'ont pas ratifié - des réductions d'émissions de leur gaz à effet de serre, au premier rang desquels le CO2 lié à la consommation d'énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon).

Le Japon, la Russie et le Canada ne sont pas favorables à un nouvel engagement à l'issue de la première période qui s'achève fin 2012.

Les pays en développement tiennent fortement à une nouvelle période au nom, notamment, de la responsabilité "historique" des pays industrialisés dans l'accumulation de CO2 dans l'atmosphère.

L'Union européenne elle, est prête à s'engager, mais insiste pour que soit dans le même temps établi le calendrier d'un nouveau traité, qui engloberait tout le monde et entrerait en vigueur à l'horizon 2020.

"On entend certains dire que nous n'avons pas besoin de prendre des décisions sur le futur ici à **Durban** (...) que nous devrions passer plus d'années à réfléchir", a lancé la commissaire européenne en charge du **climat** Connie Hedegaard. "L'Europe pense que le monde a eu assez de temps pour réfléchir".

La Chine avait, depuis quelques jours, laissé entendre qu'elle pourrait adhérer à cette piste, faisant naître l'espoir d'une nouvelle dynamique avec les Etats-Unis, autre acteur central de la diplomatie **climat**. Les deux pays sont les deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre de la planète.

Mais le représentant américain pour le **climat**, Todd Stern, a douché ces espoirs mardi.

"Je n'ai pas le sentiment qu'il y a eu un quelconque changement dans la position chinoise concernant un accord juridiquement contraignant", a-t-il déclaré devant la presse.

L'Inde a également pris ses distances vis-à-vis de la "feuille de route" proposée par l'Europe.

D'ici vendredi, une dizaine de chefs d'Etat et près de 130 ministres sont attendus à **Durban**, où le centre de conférences s'est largement animé avec l'ouverture de la séquence ministérielle.

Une séquence ouverte mardi par le président sud-africain Jacob Zuma, son homologue du Gabon Ali Bongo Ondimba, le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi ou encore le Prince Albert II de Monaco, qui a martelé à la tribune qu'il n'y avait "aucune excuse à l'inaction".

jca-alu/sba

Document AFPFR00020111206e7c60048y



Les Etats-unis, le Royaume-Uni et le Japon en tête tentent de transformer le fonds vert pour le climat en fonds cupide pour les entreprises

924 words
3 December 2011
02:00

All Africa
AFNWSF
French

(c) 2011 AllAfrica, All Rights Reserved

Durban, Afrique Du Sud, Dec 01, 2011 (Friends of the Earth/AllAfrica Global Media via COMTEX) --
- Aujourd'hui, un groupe d'organisations de société civile a publié une lettre dénonçant une tentative menée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon de transformer le Fonds vert pour le **climat** en « Fonds cupide pour les entreprises » lors de la conférence des Nations Unies en Afrique du Sud. [1]

Le Fonds vert pour le **climat** a été créé en vue de soutenir les peuples des pays en développement - à savoir les personnes les plus touchées par la crise climatique et le moins responsables de cette dernière.

Lors des négociations sur le **climat** cette semaine, les pays développés tentent d'octroyer aux multinationales et aux financiers un accès direct au financement du Fonds vert pour le **climat**.

Cela signifie que les entreprises pourraient contourner les gouvernements et les stratégies nationales des pays en développement en matière climatique pour atteindre les fonds publics.

« Transformer le Fonds vert pour le **climat** en Fonds cupide pour les entreprises serait une honte, et c'est pourtant la tentative qui est faite à la conférence de **Durban** », constate Meena Raman du Réseau du Tiers Monde (Third World Network).

« Menée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni au nom de Wall Street et de la City, cette tentative de pirater les fonds des pays en développement est scandaleuse. Des communautés entières ont besoin de cet argent pour s'adapter au changement climatique et financer leur propre développement - sans réitérer les erreurs des pays riches », explique Karen Orenstein des Amis de la Terre États-Unis.

« Le rôle des investissements privés dans le financement des activités climatiques doit se décider aux niveaux national et infranational conformément aux priorités des pays, non pas en fonction des performances des entreprises. La manoeuvre visant à permettre au secteur privé de piocher de l'argent directement dans le Fonds vert pour le **climat** sape la possibilité d'un processus démocratique et participatif visant à répondre aux besoins des communautés sévèrement touchées par le changement climatique », souligne Lidy Nacpil du Mouvement du Jubilé de l'Asie du Sud Pacifique sur la Dette et le Développement (Jubilee South Asia/Pacific Movement on Debt and Development).

Seule une poignée de mesures d'adaptation et de programmes clés d'atténuation devraient générer des revenus, ce qui explique le peu d'intérêt qu'ils déclenchent dans le secteur privé.

Les organisations ont également mis en garde contre l'éventualité de négociations tenues à huis clos par l'Afrique du Sud, les États-Unis et d'autres pays développés sur le Fonds vert pour le **climat**.

« Tout ce qui se passe à **Durban** doit être transparent. Nous sommes profondément préoccupés par des rapports concernant les consultations informelles que l'Afrique du Sud tient à huis clos sur le Fonds vert pour le **climat** », prévient Bobby Peek de groundwork/Les Amis de la Terre Afrique du Sud. « Ces manoeuvres sapent gravement la légitimité, et au final l'efficacité, du Fonds vert pour le **climat**. »

Les inquiétudes exprimées dans la lettre viennent s'ajouter au rejet de longue date de la part de nombreuses personnes au sein de la société civile d'un quelconque rôle de la Banque mondiale dans le Fonds vert pour le **climat**.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Janet Redman, Institute for Policy Studies :

Tel : +27 (0) 713861216 (numéro disponible jusqu'au 9 décembre uniquement)

Lidy Nacpil du Mouvement du Jubilé de l'Asie du Sud Pacifique sur la Dette et le Développement (Jubilee South Asia / Pacific Movement on Debt and Development) :

Tel : + 27 (0) 767342705 (numéro disponible jusqu'au 9 décembre uniquement)

Meena Raman, Réseau du Tiers Monde (Third World Network)

Tel : + 27 (0) 72 26 18 870 (numéro disponible jusqu'au 9 décembre uniquement)

Karen Orenstein, Les Amis de la Terre États-Unis

Tel : + 27 (0) 72 04 32 655 (numéro disponible jusqu'au 9 décembre uniquement)

Bobby Peek, groundwork / Les Amis de la Terre Afrique du Sud

Tel : +27 (0) 82 46 41 383

NOTE À L'ATTENTION DES ÉDITEURS

[1] Un exemplaire de la lettre ainsi qu'une documentation de base soulignant les considérations clés du débat sur le Fonds vert pour le **climat** peuvent être demandés par email à l'adresse KOrenstein@foe.org

Parmi les organisations partenaires :

ActionAid, Campagne de Réforme de la Banque mondiale (Campaign to Reform the World Bank), Les Amis de la Terre International, Alliance Mondiale pour les Alternatives aux Incinérateurs (Global Alliance for Incinerator Alternatives), Institut pour l'agriculture et la Politique Commerciale (Institute for Agriculture and Trade Policy), Mouvement du Jubilé de l'Asie du Sud Pacifique sur la Dette et le Développement (Jubilee South - Asia/Pacific Movement on Debt and Development), Institute for Policy Studies, Alliance environnementale communautaire du sud **Durban** (South **Durban** Community Environmental Alliance), Mouvement de Développement Mondial (World Development Movement).

Email : media@foei.org

Tel : +27-79-10 97 223 (numéro de portable en Afrique du Sud disponible uniquement du 28 novembre au 9 décembre)

ou +31-6-5100 5630 (portable néerlandais)

Les Amis de la Terre International est le réseau populaire écologiste le plus large du monde, qui relie 76 organisations membres nationales et plus de 2 millions d'adhérents et de sympathisants répartis autour du monde.

<http://www.foei.org/media>

<http://www.foei.org/en/media/media-review/links>

Document AFNWSF0020111203e7c300007



Climat: 12 chefs d'Etat et de gouvernement attendus à Durban

280 words

2 December 2011

19:08

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Douze chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus à partir de mardi à **Durban** (Afrique du Sud) pour participer à la conférence de l'ONU sur le **climat**, a annoncé vendredi la responsable de l'ONU pour le **climat** Christiana Figueres.

"Nous avons douze chefs d'Etat (et de gouvernement) qui viennent et environ 130 ministres", a indiqué à la presse le secrétaire exécutif de la Convention-cadre de l'ONU sur le changement climatique (CCNUCC, 194 pays).

Selon le programme officiel de vendredi de la conférence de **Durban**, le Gabon, le Congo, le Honduras et Nauru seront représentés par leur président et l'Ethiopie, le Sénégal, la République centrafricaine, la Norvège, les Samoa, les Fiji, l'île-Etat de Niue par leur Premier ministre.

Le prince Albert II de Monaco est également annoncé.

La plupart des ministres en charge des questions climatiques arriveront entre lundi et mardi pour la phase décisive des négociations.

D'ici la fin de la conférence, le 9 décembre, les ministres seront chargés d'arbitrer entre les différentes options négociées depuis lundi par les délégués de 191 pays ayant fait le déplacement à **Durban**.

Un premier texte, très provisoire et très large, doit être présenté samedi matin. Une version provisoire qui, a souligné Mme Figueres, va "donner aux pays un peu de travail à la maison à faire pendant le week-end".

L'avenir du protocole de Kyoto et la proposition par l'Union européenne d'une "feuille de route" détaillant le processus et le calendrier pour un futur traité impliquant tous les pays sont les sujets clé de cette conférence.

alu/sba

Document AFPFR00020111202e7c2005x2

Le Monde

ENV

La crainte d'une explosion du bloc européen à Durban

153 words
6 December 2011
Le Monde
LEMOND
Le Monde - All
CTGLEM
7
French
© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

Une semaine après le début des discussions sur le **climat** à **Durban**, personne n'est en mesure de prédire l'issue de la conférence internationale de vendredi 9 décembre. Rien d'inhabituel, car les négociateurs campent, jusqu'à l'arrivée des ministres prévue mardi, sur le mandat qui leur a été confié. Pour autant, à ce stade, la position de l'Union européenne, qui vise à demander l'ouverture de négociations en vue d'un traité contraignant à l'horizon 2020, en échange de son engagement dans une seconde période du protocole de Kyoto, reste rejetée. Jusqu'où l'UE peut-elle tenir cette ligne? Ses divisions internes, qui n'ont pas échappé aux autres pays, risquent de la fragiliser. La ministre française de l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a admis vendredi que le risque " d'explosion " du bloc européen était réel.

Document LEMOND0020111205e7c60000o



Chaque jour, le mauvais élève du climat montré du doigt devant tout le monde

Jérôme CARTILLIER

659 words

6 December 2011

15:44

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Dans l'univers policé et codé des conférences **climat**, la démarche est rafraîchissante: chaque jour, un "mauvais élève" est montré du doigt par une coalition d'ONG qui décerne un prix - redouté - au pays qui a fait "de son mieux" pour empêcher tout progrès dans les négociations.

Jugements très tranchés mais toujours avec une pointe d'humour: le Climate Action Network (CAN), qui réunit quelque 700 ONG de plus de 90 pays différents, décerne inmanquablement son "Fossile du jour", référence à l'impact néfaste de la consommation d'énergies fossiles sur le thermomètre mondial.

Ce "bonnet d'âne" a fait sa première apparition dans la diplomatie **climat** en 1999, à Bonn. Il rythme depuis les longues journées des milliers de négociateurs qui se retrouvent chaque année pour tenter d'enrayer le réchauffement et ses effets dévastateurs annoncés.

A **Durban**, en Afrique du Sud, où a lieu jusqu'à vendredi la 17e Conférence **climat** sous l'égide de l'ONU, quelque 200 militants d'ONG se réunissent tous les après-midi pour décider - après avoir arpenté les couloirs et les salles de négociations - qui mérite le blâme du jour.

Lundi, la Russie et la Nouvelle-Zélande ont partagé l'embarrassante récompense pour vouloir bénéficier des avantages du protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre tout en refusant de s'engager dans ce cadre au-delà de 2012.

Les Etats-Unis ont pris la troisième place pour "n'avoir pas fait grand-chose, comme d'habitude".

"L'heure est venue pour le président Obama de se souvenir de ce qu'il disait avant d'arriver à la Maison Blanche", soulignent les ONG, citant le président américain affirmant que face à la menace "grave et de plus en plus pressante" du changement climatique, l'histoire jugerait la génération actuelle sur ses actes.

Vendredi, c'est le Brésil qui avait été couronné pour la réforme de la loi forestière en cours d'examen qui pourrait déboucher sur une réduction des zones protégées. "Si le texte est adopté en l'état, ce sera un désastre pour les forêts brésiliennes et pour le **climat**", a tranché CAN.

Difficile de mesurer l'impact de ce prix sur les négociations, mais il ne laisse personne indifférent.

La Pologne, qui assure actuellement la présidence de l'UE et parle, à ce titre, au nom des 27, reçoit le prix ? Paul Watkinson, principal négociateur pour la France, réagit aussitôt sur twitter, trouvant la sanction "un peu injuste" pour un pays "qui travaille dur ici à **Durban**".

David Turnbull, directeur de CAN international, se dit persuadé que ce prix d'un genre un peu particulier peut contribuer à infléchir le cours des discussions.

Et de citer l'exemple du Japon, lors de la conférence de Bali, en 2007.

"Nous pensions qu'il était indispensable de montrer le Japon du doigt en raison de son soutien à l'administration Bush", explique-t-il à l'AFP. "Ils n'ont pas apprécié. Mais nous estimons que cela a eu un impact positif sur la façon dont ils ont finalement négocié."

Faut-il toujours dénoncer les élèves dissipés ou non motivés ou plutôt rappeler à l'ordre ceux qui sont impliqués dans les débats mais font, aux yeux des ONG, parfois fausse route ? Le débat est vif entre les ONG, reconnaît David Turnbull.

Le cas d'école est celui de l'Arabie saoudite, deuxième producteur mondial de pétrole, qui adopte une posture d'opposition quasi-systématique dans les réunions **climat**.

"Nous leur avons attribué un nombre incalculable de Fossiles ces dernières années. Mais est-ce encore utile ? C'est presque une marque d'honneur dans leur pays, au sein de leur gouvernement", lâche David Turnbull en souriant.

"Dans la plupart des cas, les pays veulent vraiment éviter de se voir attribuer le prix. Ce n'est pas leur cas..."

jca/alu/sba

Document AFPFR00020111206e7c60045f

DEB

Vers un désastre climatique ?

1,699 words

4 December 2011

Le Monde

LEMOND

Le Monde - All

CTGLEM

16

French

© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

Du XVIIIe au XXIe siècle, l'histoire du **climat** montre que les soubresauts sociopolitiques sont liés à la courbe thermique

La réunion du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du **climat** (GIEC) à **Durban** (Afrique du Sud) soulève un intérêt considérable. Je me borne à parler ici au nom de l'homme de la rue, dès lors qu'il dispose d'un minimum de culture écologique ; l'homme en question connaît bien les éléments essentiels du problème du " réchauffement " qui figurent dans la plupart des revues de vulgarisation scientifique et tout simplement dans la presse. Les médias en sont pleins. Je citerai en toute simplicité les analyses de l'excellente journaliste qu'est Lise Barnéoud dans un article récent de La Recherche :

1. Quantifié, le réchauffement général dont il est si souvent question, sur la base de mesures locales et régionales, océaniques et continentales de plus en plus précises, atteint pour le moins un degré centigrade pour le XXIe et le début du XXIIe siècle. On peut discuter ce chiffre, mais la tendance est incontestable et de toute manière la notion de réchauffement global est admise pratiquement par ce qu'on peut appeler l'opinion publique éclairée dans son ensemble, y compris et même par la plupart des climatocseptiques, à l'exception de quelques " durs à cuire ", c'est le cas de le dire.

Ce réchauffement concerne essentiellement la basse atmosphère terrestre. Un certain accroissement du rayonnement solaire, non négligeable certes a priori, n'est pourtant pas en cause pour l'essentiel ; sinon il affecterait l'ensemble de l'atmosphère et non pas seulement les basses couches de celle-ci.

2. Les océans se réchauffent, en particulier depuis une cinquantaine d'années.

3. Les glaciers reculent dans le monde entier pour la presque totalité d'entre eux. Les glaciers alpins régressent, bien sûr... et se " désépaissent " continuellement depuis les années 1930. Les glaces de l'Arctique et du Groenland rétrécissent de façon considérable.

4. L'élévation du niveau des mers était de l'ordre de 1 à 2 millimètres par an au cours du XXIe siècle et le rythme de cette " surrection " tend à s'accroître. La liaison de ce phénomène avec la fusion des glaces polaires, alpines et autres semble être établie raisonnablement.

5. La migration vers le nord dans notre hémisphère d'un grand nombre d'espèces animales, y compris les oiseaux migrateurs et les papillons, semble justiciable d'interprétations réchauffantes analogues à ce qui précède.

6. Les sols se réchauffent en profondeur, en particulier aux dépens du permafrost, autrement dit des sols gelés en permanence sur une certaine épaisseur, en Sibérie et ailleurs.

Ces phénomènes dépendent pour une grande part, en dernière analyse, de l'accroissement des volumes de gaz à effet de serre, CO2 en particulier, projetés dans l'atmosphère par les combustions de toutes sortes telles qu'elles fonctionnent massivement dans l'industrie, l'agriculture, les modes de transport les plus variés.

Il ne serait pas convenable de la part d'un profane d'anticiper sur les conclusions infiniment plus détaillées du GIEC telles qu'elles seront progressivement publiées au cours des mois à venir. Cet organisme a décidé avec raison d'éliminer les quelques " à peu près " qui entachaient çà et là ses précédents rapports tels qu'édités à divers intervalles au cours de la dernière décennie.

L'auteur du présent article n'est pas un scientifique à part entière, simplement un historien du **climat** qui s'efforce depuis très longtemps de se tenir au courant du dossier présenté par les hommes de science. Ce dossier, tout bien réfléchi, lui paraît crédible.

Cette crédibilité repose aussi sur le fait que, historien professionnel du **climat** depuis de longues années, depuis 1956 plus précisément, auteur de huit ouvrages sur la question, je crois pouvoir

disposer à cet égard, sans plus de prétentions bien entendu, d'une certaine légitimité.

Et d'abord une impression que je partage avec l'historien américain Geoffrey Parker : le réchauffement va s'accompagner, en diverses régions de la planète, de guerres, de troubles sociaux éventuellement graves, voire révolutionnaires.

C'est du reste la conclusion à laquelle était parvenu précisément le professeur Geoffrey Parker pour une tout autre période, celle du petit âge glaciaire, notamment le XVII^e siècle et plus précisément les années 1640. Geoffrey Parker (American Historical Review, 2008) s'était placé résolument à l'échelle mondiale, c'est ce qu'on appelle " big history " aux Etats-Unis.

A propos des années 1640, un peu allongées vers l'amont et vers l'aval, cet auteur envisage le quadruple complexe : accidents météo à répétition, famines, migrations, guerres civiles et étrangères. Le **climat** est basique mais il dialogue avec d'autres données douées d'une spontanéité spécifique : religion, guerre, politique, masses urbaines et paysannes, etc. Les grandes unités géographiques envisagées dans l'analyse parkerienne s'appellent Chine des Ming puis des Qing, ensuite l'immense Etat polono-lituanien, l'Empire espagnol projeté pour une grande part dans l'hémisphère Sud, l'Empire moghol à l'échelle de l'Inde, l'Empire ottoman, l'Etat des Stuart avec ses pseudopodes en Irlande, voire en Amérique du Nord, les grandes et petites puissances européennes...

Il n'y manque que le pape. Crises et catastrophes atteignent une dimension maximale, si l'on en croit Parker, au cours de cette décennie 1640, quasi médiane du XVII^e siècle. Le **climat** sous forme d'agression météorologique est bien davantage qu'un junior partner en ce complexe, mais d'autres entités sont en jeu, déstabilisatrices elles aussi, qui n'ont rien à voir pour le coup avec l'écologie : entités, répétons-le, qui sont religieuses, politiciennes, bellicistes, contestataires, rurales, etc. L'énigme de la révolution anglaise des années 1640 et de la Fronde, même extrapolée à l'échelle européenne, n'est qu'une entité parmi d'autres dans ce jeu global, tragique et circumplanétaire. L'accumulation du chaud au cours du XXI^e siècle, voire du XXII^e, jouera-t-elle un rôle analogue à ce que fut l'accumulation du froid lors du siècle de Louis XIV et de tant d'autres monarchies eurasiatiques en termes de catastrophes dorénavant plus fréquentes ?

Néanmoins, ce n'est qu'une des hypothèses possibles, certes inquiétante. Il faut souligner quand même que le pire n'est pas toujours sûr. L'historien a priori n'est pas un prophète de malheurs ; il a bien assez à faire professionnellement avec les désastres du temps jadis. Sur un tout autre plan, il semble raisonnable de penser qu'à l'histoire fluctuante du **climat** d'autrefois se substitue progressivement une histoire ascendante, si lente soit-elle en termes de température.

Deux mots sur cette histoire fluctuante. Dans une série de livres parus chez Fayard, notamment les trois volumes de l'Histoire humaine et comparée du **climat** (2004, 2006, 2009) ainsi que Les Fluctuations du de l'an mil à aujourd'hui écrit avec Daniel Rousseau et Anouchka Vazak (322 p., 22 euros), j'ai défini deux types d'oscillations au cours des dix derniers siècles : d'abord, les oscillations séculaires, connues surtout " chez nous " par les avances et reculs des glaciers alpins et, bien sûr aussi, par d'autres critères, ces glaciers étant des appareils très sensibles mais qui procèdent avec une certaine lenteur et qui enregistrent de la sorte les changements majeurs de la conjoncture climatique (poussée fraîche du XIV^e siècle, petit âge glaciaire multiséculaire de 1560 à 1855, etc.) ; et ensuite les fluctuations plus courtes, d'une trentaine d'années, mais leur durée est en fait assez variable, pouvant osciller entre vingt et quarante ans ; avec alternance, au sein même de chaque fluctuation de ce genre, d'abord d'une séquence tissée d'années plutôt tièdes suivies d'une séquence tissée d'années plutôt fraîches.

Un bel exemple est celui du dernier quart du XVII^e siècle avec contraste entre les millésimes maintes fois ensoleillés de 1676 à 1686 et les années très fraîches et famineuses de 1687 à 1701. Nous avons diagnostiqué ainsi, Daniel Rousseau, Anouchka Vasak et moi, une quinzaine de fluctuations de ce genre entre 1560 et 2011, mais sur le tard, de 1892 à nos jours, les fluctuations ainsi évoquées sont soulevées par la houle du réchauffement. Je renvoie le lecteur sur ces différents points à notre ouvrage Les Fluctuations du **climat** de l'an mil à aujourd'hui.

Les différences thermiques moyennes d'un siècle à l'autre d'après le climatologue allemand Franz Mauelshagen, du XVI^e au XIX^e siècle, n'étaient en général que de deux dixièmes de degré Celsius en plus ou en moins. Au cours des années qui vont de 1900 à 2010, la progression thermométrique, liée elle-même au réchauffement dont il est tant question, serait, de façon caractéristique, plus considérable, pouvant atteindre un degré centigrade - ou même davantage.

Or le GIEC, pour le XXI^e siècle, envisage, à propos des événements climatiques extrêmes comme ceux de 2003, une hausse probable ou possible des températures de 1 à 3 0C pour les années 2050 ; et même 2 à 5 0C pour les décennies 2090 ou 2100. De tels chiffres sont calculés, semble-t-il, sur la base d'un prolongement des courbes thermiques actuelles et d'une appréciation des considérables volumes de gaz à effet de serre qui seront injectés dans notre atmosphère pour des raisons évidentes, industrielles et autres, au cours des quatre-vingt-dix prochaines années. Et cela malgré les vaines objurgations et supplications de climatologues toujours plus angoissés...

Sommes-nous vraiment dans ce cas devant une fatalité, un fatum à la romaine ? L'auteur du présent article n'est pas à même de conclure sur ce point redoutable mais l'inquiétude demeure en présence d'accroissements thermiques tellement considérables, du moins si on les compare aux menues oscillations des siècles passés telles que les calculait précédemment le professeur Mauelshagen.

Emmanuel Le Roy Ladurie

de l'Académie des sciences morales et politiques

Professeur honoraire au Collège de France, ex-administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Né en 1929, il a été un des pionniers de la micro-histoire

avec " Montailou, village occitan " (Gallimard, 1975)

et l'auteur d'une " Histoire humaine et comparée

du **climat** " en trois volumes (Fayard, 2004-2009).

Document LEMOND0020111203e7c40001k



Climat: des scientifiques confirment la fonte des glaciers de l'Himalaya

355 words

5 December 2011

08:38

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

De nouvelles études scientifiques sur la fonte des glaciers de l'Himalaya révèlent l'impact du changement climatique dans cette région et la menace potentielle qui pèse sur 1,3 milliard d'habitants.

Selon ces études publiées dans trois rapports du Centre international pour le développement intégré en montagne (ICIMOD), basé à Katmandou, les glaciers ont reculé de 21% au Népal et de 22% au Bhoutan au cours des trente dernières années.

Ces découvertes, dévoilées dimanche à la conférence sur le **climat à Durban**, apportent la première confirmation officielle de la fonte des glaciers, après plusieurs déclarations empiriques.

Elles font aussi suite à une annonce erronée du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du **climat** (GIEC) qui avait indiqué dans son 4e rapport en 2007 que les glaciers de l'Himalaya reculaient plus vite que les autres du monde et "pourraient disparaître d'ici 2035, voire avant".

Le GIEC avait ensuite indiqué qu'il s'agissait d'"une regrettable erreur" provenant de "procédures établies qui n'ont pas été correctement suivies".

A l'issue du projet de recherche financé par la Suède et menée par l'ICIMOD pendant trois ans, les experts ont découvert que les dix glaciers objets de leurs études étaient tous en train de fondre, à une vitesse s'accroissant entre 2002 et 2005.

Selon les résultats d'une autre étude, le volume de neige recouvrant la région a diminué de façon significative au cours des dix dernières années.

"Ces rapports fournissent un nouveau point de comparaison et des informations sur des zones géographiques spécifiques pour comprendre le changement climatique dans l'un des écosystèmes les plus vulnérables au monde", a commenté le président du GIEC, l'Indien Rajendra Pachauri.

Les 54.000 glaciers de l'Himalaya alimentent en eau les huit plus grands fleuves d'Asie, dont cinq d'entre eux - l'Indus, le Gange, le Brahmapoutre, Le Yangtze et le fleuve Jaune -- sont susceptibles d'être touchés par le stress hydrique dans les prochaines décennies, avec des conséquences potentielles pour 1,3 milliard de personnes.

ft/blb/ros

Document AFPFR00020111205e7c50028q

L'Union européenne appelle à l'adoption du Fonds vert à Durban

360 words
30 November 2011
22:52
Reuters - Les actualités en français
REUTFR
French
(c) Reuters Limited 2011.

DURBAN, 30 novembre (Reuters) - L'Union européenne (UE) a invité mercredi les pays réunis à **Durban** pour un nouveau cycle de négociations sur le **climat** à s'entendre sur le projet de Fonds vert.

L'absence d'accord risque de retarder une action en faveur des plus vulnérables, a estimé Tomasz Chruszczow, négociateur de l'UE.

Plus de 190 pays réunis depuis lundi en Afrique du Sud doivent entériner la création d'un Fonds vert qui doit permettre d'aider les pays en développement à combattre le réchauffement climatique à hauteur de 100 milliards de dollars par an (74,34 milliards d'euros) à partir de 2020.

Un comité a ébauché un projet le mois dernier au Cap, mais l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis ont exprimé des réserves sur certains points, laissant planer le doute sur sa ratification à **Durban**.

"Nous pensons qu'il devrait être possible de se mettre d'accord sur le projet tel qu'il est", a déclaré Tomasz Chruszczow. "C'est un bon compromis (...) et, dans sa forme actuelle, il attirerait des financements conséquents", a-t-il ajouté.

Certains pays parmi les plus pauvres d'Afrique et d'Asie réclament la mise en place du Fonds vert avant de s'engager sur un accord contraignant en matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

D'après le groupe africain, la somme de 100 milliards de dollars serait loin d'être suffisante pour permettre l'adaptation des pays en voie de développement.

D'autres pays dont les Etats-Unis et le Venezuela ont aussi émis des réserves sur le texte.

Les négociations de **Durban** prendront fin le 9 décembre. Elles ont pour objectif de trouver un successeur au protocole de Kyoto, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Mais l'espoir de voir la situation se débloquer, après des années d'atermoiements et de désaccord, est minime, malgré les avertissements de plus en plus alarmistes des climatologues.

(Agnieszka Flak, Chine Labbé pour le service français, édité par Jean-Philippe Lefief)

CLIMAT-ONU

Document REUTFR0020111130e7bu00050



Terre
Durban, un sommet sur Fonds vert

Vittorio De Filippis
915 words
2 December 2011
Libération
LBRT
Libération - All
CTGLIB
20
French
Copyright 2011. SARL Liberation. All Rights Reserved.

Décryptage Face à l'urgence climatique, les Etats réunis en Afrique du Sud cherchent à dégager 100 milliards de dollars par an à partir de 2020.

Cancún, décembre 2010. Au Mexique, la conférence sur le **climat** se solde par un semi-échec. Entre pays développés et émergents, un engagement commun, mais différencié, pour réduire leurs émissions de CO2 se révèle impossible. Seule avancée : Cancún a confirmé la création du Fonds vert pour le **climat**, décidé à Copenhague un an plus tôt. Dont l'avenir se joue en ce moment en Afrique du Sud à **Durban**.

Le Fonds vert, quésaco ?

Le Fonds vert est une forme de repentance. Pour les pays en développement et les ONG qui les soutiennent, c'est une façon, de la part des pays riches, de s'acquitter de leur dette climatique. A Copenhague, les pays développés étaient tombés d'accord sur un montant : 100 milliards de dollars (74 milliards d'euros) par an à partir de 2020. En attendant, des financements précoces ont été prévus (l'initiative «fast start» dans le jargon des négociations climatiques), soit 30 milliards de dollars à collecter d'ici à 2012. «Pour l'heure, 98% de cet objectif a été atteint», signale un diplomate français. Dans les deux cas, Fonds vert ou financements précoces, deux tiers de cet argent financera des projets «d'atténuation», le tiers restant servira à des projets «d'adaptation» aux impacts du réchauffement climatique. A partir de 2020, c'est le Fonds vert pour le **climat** qui prendra le relais.

Entre-temps ? «Il va falloir l'abonder dès 2013, à raison de plusieurs milliards par an, prévient un diplomate français. Mais il n'y a rien en place.» Il y a pourtant urgence. Si le principe est posé, tout reste à faire. Car ni les sources de financement ni la gouvernance du Fonds vert n'ont été, pour le moment, adoptées. Cela fait partie des négociations en cours en Afrique du Sud. «A la fin de **Durban**, il y aura bien un Fonds vert, mais personne ne sait encore sous quelle forme. En l'état, il n'est pas du tout opérationnel», confirme Alix Mazounie, chargée de mission au Réseau Action **Climat**.

Quelle gouvernance ?

Beaucoup de pays plaident pour un fonds placé sous l'égide de l'ONU. Son bureau - doté d'un secrétariat indépendant - comptera 24 membres, 12 pour les pays développés et 12 pour les pays en développement. Durant les trois premières années, la Banque mondiale assurera l'administration par intérim tandis qu'il faut trouver un pays pour l'accueillir. «En tout cas, ce fonds ne pourra pas être déconnecté d'autres fonds de l'ONU», signale un diplomate français, qui déplore «le manque d'experts connaissant à la fois les questions de développement, de **climat** et de finance». A noter, cependant, que lors des discussions préparatoires à **Durban**, les Américains n'ont eu de cesse de torpiller le projet, notamment sur ces questions.

Quels financements ?

Si les idées ne manquent pas pour alimenter ce fonds, encore faut-il qu'elles soient applicables au niveau des Etats. Pour abonder le Fonds vert, aucun pays ne veut puiser dans son aide au développement. Parmi les financements innovants envisagés, la taxe sur les transactions financières (TTF) tient, du moins sur le papier, une place relativement importante, puisqu'il s'agirait de récolter chaque année, à partir de 2020, l'équivalent de 10 milliards de dollars. De nombreux pays se sont publiquement prononcés en sa faveur, dont la France et d'autres pays européens. Pour la plupart des observateurs, «cette taxe doit être simple, d'un taux faible et frapper de manière homogène tous les types de transactions : actions, obligations, produits dérivés».

Mais voilà, même si tout le monde en parle, personne ne l'applique. En la matière, le continent européen fait figure d'exemple. Car si le projet de taxe sur les transactions financières, vieux serpent de mer très discuté dans l'Europe des Vingt-Sept, a beau s'être accéléré ces derniers temps, notamment à la faveur de l'axe Paris-Berlin et surtout depuis l'aggravation de la crise de la zone euro, la Grande-

Bretagne continue à s'y opposer. D'autant plus si cette taxe vise à abonder le Fonds vert pour le **climat**. Et Londres fait alliance, sur ce point, avec Washington. A moins d'un revirement de dernière minute, rien n'est donc gagné à **Durban**.

Quelles sont les autres pistes ?

Autre taxe possible : celle applicable aux secteurs maritime et aérien, lesquels représentent chacun 3% des émissions mondiales de CO2. La taxe sur le secteur aérien est, pour l'heure, totalement bloquée. En revanche, les choses bougent concernant le secteur maritime. En début de semaine, la Chambre internationale de la marine marchande (ICS), représentant 80% de la flotte mondiale, associée aux ONG Oxfam et WWF, s'est dite favorable à une mesure qui inciterait les navires à réduire leurs émissions de CO2. «C'est une très bonne nouvelle, mais il faut l'accord de tous les pays pour négocier une telle taxe», explique Alix Mazounie.

Autre difficulté : le secteur maritime est très diffus : 65 à 70% des bateaux sont enregistrés dans des pays en développement, notamment dans des Etats-îles. Il faut donc que la taxe soit appliquée dans tous les pays pour être efficace. Avec un taux de 25 dollars la tonne de CO2, cette taxe générerait alors 25 milliards de dollars par an.

Document LBRT000020111202e7c20001n



La Chine pose ses conditions pour un traité contraignant sur le climat

350 words

4 December 2011

18:07

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

La Chine a énuméré dimanche à **Durban** (Afrique du Sud), à mi-parcours de la conférence de l'ONU sur le changement climatique, les conditions qu'elle souhaite voir remplies avant d'envisager de prendre des engagements contraignants après 2020.

"Je pense qu'après 2020, nous devrions également négocier un document juridiquement contraignant", a déclaré le ministre chinois Xie Zhenhua, le principal responsable chinois des questions climatiques, au cours d'une rencontre avec des ONG.

"Le problème maintenant est de voir si nous avons consciencieusement mis en oeuvre les documents juridiques sur lesquels nous avons déjà des accords. C'est une question très importante pour nous", a-t-il ajouté, selon des propos traduits par un traducteur officiel de la délégation chinoise.

L'Europe souhaite que la conférence de **Durban** pose les bases et propose un calendrier pour un futur traité imposant, vers 2020, des objectifs de réduction de gaz à effet de serre à tous les pays.

Cette "feuille de route" est la condition posée par les Européens avant de prendre de nouveaux engagements dans le protocole de Kyoto, traité qui impose des objectifs contraignants seulement aux pays industrialisés, à l'exception notable des Etats-Unis qui ne l'ont jamais ratifié.

Le ministre chinois a énuméré plusieurs conditions que son pays souhaite voir remplies à **Durban** avant d'accepter de s'engager vers un traité contraignant à l'horizon 2020, a précisé Alden Meyer, un analyste du groupe de réflexion américain Union of Concerned Scientists ayant participé à la rencontre.

La Chine demande notamment que l'Union européenne et d'autres pays prennent de nouveaux engagements dans le protocole de Kyoto, a rapporté M. Meyer.

Les Chinois souhaitent aussi un processus permettant d'accompagner une montée en puissance sur la question financière, pour passer des 10 milliards annuels actés pour la période 2010-2012 aux 100 milliards annuels promis par les pays industrialisés à l'attention des pays en développement à partir de 2020.

La conférence de **Durban** se poursuit jusqu'à vendredi.

mh/alu/ej

Document AFPFR00020111204e7c400619

ENV

Le climat pourrait être légèrement moins sensible au dioxyde de carbone

709 words

30 November 2011

Le Monde

LEMOND

Le Monde - All

CTGLEM

8

French

© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

Le débat sur l'ampleur du réchauffement dû à la concentration atmosphérique en CO₂

Deux degrés Celsius. Derrière l'objectif affiché de la communauté internationale - limiter à 2°C le réchauffement du **climat** terrestre, par rapport à la période préindustrielle - se cache un épineux problème scientifique. Une question opportunément remise sur le devant de la scène par la revue Science alors que s'ouvrait, lundi 28 novembre à **Durban** (Afrique du Sud), la conférence des Nations unies sur le **climat**.

De quoi s'agit-il ? Simplement de savoir à quel niveau de dioxyde de carbone (CO₂) atmosphérique correspond une élévation de la température moyenne de la terre de 2°C... Cette question qui demeure ouverte n'est abordée par les scientifiques qu'en termes de probabilités.

Les travaux menés par Andreas Schmittner (université de l'Etat d'Oregon, Etats-Unis) et mis à l'honneur dans la dernière édition de Science suggèrent qu'un doublement du CO₂ dans l'atmosphère conduirait à une élévation probable (avec une probabilité supérieure à 66 %) de la température comprise entre 1,7°C et 2,6°C, la meilleure estimation tournant autour de 2,3°C. Ce serait donc là, selon M. Schmittner et ses coauteurs, l'élévation la plus probable de température en réponse à une stabilisation du CO₂ atmosphérique à 550 parties par million (ppm) - contre 275 ppm au XIXe siècle et environ 390 ppm aujourd'hui.

Couverture nuageuse

Cette nouvelle évaluation sonne comme une bonne nouvelle. En effet, dans son dernier rapport, publié en 2007, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du **climat** (GIEC) estimait - à partir de la douzaine d'études alors publiées sur le sujet - que le **climat** terrestre était légèrement plus sensible au CO₂. Pour un doublement de ce dernier, l'élévation de température estimée probable était comprise, selon le GIEC, entre 2°C et 4,5°C. La meilleure estimation étant à environ 3°C.

Ces résultats, écrivent les chercheurs, " impliquent une probabilité plus faible qu'escompté jusqu'à présent, de l'imminence d'un changement climatique ". Pour autant, mettent en garde la dizaine de climatologues qui tiennent le blog RealClimate, " ces nouveaux travaux " ne sont pas " automatiquement meilleurs que les précédents ", pas plus qu'ils ne les " remplacent ".

La méthode utilisée par M. Schmittner a été de rassembler les données paléoclimatiques (températures, concentration de CO₂...) du dernier maximum glaciaire, il y a 21 000 ans. Ils ont ensuite comparé ces données avec les résultats du modèle climatique canadien et ont observé la meilleure concordance entre les données et la simulation lorsque les paramètres du modèle confèrent au **climat** une sensibilité à un doublement du CO₂ comprise entre 1,7°C et 2,6°C.

Pour la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, chercheuse (CEA) au Laboratoire des sciences du **climat** et de l'environnement (LSCE), " cette étude est intéressante en ce qu'elle utilise des données des climats du passé pour contraindre des modèles prédictifs ". Cependant, note la chercheuse, " le modèle utilisé est très simple et ne parvient pas bien, par exemple, à reproduire l'amplification polaire ", ce phénomène qui provoque actuellement un réchauffement exacerbé dans la zone arctique.

Les climatologues-blogueurs de RealClimate pointent pour leur part le fait que le modèle utilisé n'intègre pas les modifications possibles de la couverture nuageuse qui pourrait accélérer le réchauffement au lieu de le freiner...

De plus, ajoute Mme Masson-Delmotte, la base de données utilisée par les chercheurs " intègre plus de données océaniques que de données continentales, or nous savons que l'augmentation des températures est toujours plus forte au-dessus des terres émergées qu'au-dessus des océans ". Conclusion : " Du coup, il est normal que cette évaluation de la sensibilité du **climat** au CO₂ soit plutôt dans la fourchette basse ", estime la chercheuse.

Les spécialistes s'accordent généralement pour estimer que l'augmentation minimale de température consécutive à un doublement du CO2 est d'un peu moins de 2°C. Mais définir la limite supérieure est beaucoup plus compliqué. Certaines études situent celle-ci à plus de 5°C. Une étude publiée en 2005 dans Nature n'excluait pas la possibilité que celle-ci soit légèrement supérieure à... 11°C.

Stéphane Foucart

Document LEMOND0020111129e7bu0003j



Les négociations débutent à Durban, les pays vulnérables s'alarment

233 words

29 November 2011

15:30

All Africa

AFNWSF

French

(c) 2011 AllAfrica, All Rights Reserved

Durban (Afrique Du Sud), Nov 29, 2011 (Angola Press Agency/AllAfrica Global Media via COMTEX) -- La conférence de l'ONU sur le **climat**, qui a débuté lundi à **Durban** (Afrique du Sud) pour douze jours, aura pour principale tâche d'esquisser un avenir au protocole de Kyoto et de répondre aux appels pressants lancés par les pays les plus vulnérables face au réchauffement.

"Pour beaucoup de personnes dans les pays en développement et en Afrique, le changement climatique est une question de vie ou de mort", a souligné le président sud-africain Jacob Zuma, en clôture de la cérémonie d'ouverture. "En tant que conférence africaine, le résultat de cette 17^e conférence sur le changement climatique doit reconnaître que résoudre le problème du **climat** ne peut pas être séparé de la lutte contre la pauvreté", a-t-il ajouté.

Les représentants de 191 pays sont attendus jusqu'au 9 décembre au centre des conférences de **Durban**, où la cérémonie d'ouverture a débuté avec quarante minutes de retard dans l'attente du chef de l'Etat sud-africain.

"En deux semaines à peine, nous devons obtenir des résultats", a souligné à la tribune la ministre mexicaine des Affaires étrangères, Patricia Espinosa, qui a pris la parole la première en tant que présidente de la précédente conférence tenue en décembre 2010 à Cancun (Mexique).

Document AFNWSF0020111129e7bt000ji

LesEchos

international

Réchauffement climatique : les Etats entrent en jeu à Durban

MASSIMO PRANDI; À **DURBAN**

697 words

5 December 2011

Les Echos

ECHOS

08

21072

French

All rights reserved - Les Echos 2011

Visitez le site web: lesechos.fr pour plus d'informations.

La première semaine de la conférence de **Durban** s'est déroulée sans esclandre. Les Etats-Unis et la Chine, plus encline à des avancées que l'Inde sur des engagements de réduction au niveau multilatéral, se regardent « en chiens de faïence ».

Faut-il le prendre comme un signe de bon augure quant à l'issue de la conférence de **Durban** ? La première semaine de ce 17e rendez-vous onusien sur le **climat** s'est déroulée sans psychodrame ou prise de position outrée. Phénomène assez inhabituel, les discussions engagées depuis lundi dernier par les négociateurs des 194 Etats impliqués dans la lutte contre le réchauffement n'ont subi aucun blocage de la part de l'un d'entre eux. Aucun, pour l'instant, n'a osé recourir à cette ficelle un peu grosse qui permet, comme cela s'est vu à Copenhague, d'imposer un rapport de force et de peser dans le round politique de **Durban**. A moins que ce ne soit le signe de la moindre attention que les Etats, accaparés par la gestion de la crise, portent au dérèglement de la planète, à ses conséquences humaines et économiques.

L'Inde est récalcitrante

La seconde manche de cette conférence, qui ouvre officiellement demain après-midi n'en vivra pas moins des heures très chaudes, à son issue, vendredi prochain, et ce jusque tard dans la nuit. Enjeu pour la présidence sud-africaine : sauver le processus de Kyoto engagé en 2005 et seul traité international imposant des réductions de gaz à effet serre (GES). Les 120 ministres et la douzaine de chefs d'Etat - tous représentant le Sud à l'exception de la Norvège - qui défilent à partir de mercredi à la tribune auront-ils toutes les cartes en main pour négocier ? Toute la semaine, leurs délégations se sont employées à régler les aspects techniques de dispositifs décidés l'an dernier à Cancun, concernant notamment les transferts de technologie et l'aide à l'adaptation au changement climatique. Un certain nombre de textes à soumettre à la négociation entre politiques sont prêts.

En revanche, le projet de texte d'accord final de **Durban** demeure une page blanche, tant les positions sur une nouvelle période d'engagement sont antagoniques entre les différents groupes d'Etats. Des positions que d'aucuns estiment déjà impossibles à rapprocher. Les pays de l'Union européenne (UE), déjà engagés, sont encore les premiers partants pour un nouvel accord global contraignant les pays à diminuer leurs émissions de CO2. Sauf qu'ils ne représentent désormais plus que 11 % de celles-ci. La balle est forcément dans le camp des grands pollueurs. S'il ne faut rien attendre des Etats-Unis, surtout en cette année préélectorale, les regards se tournent de plus en plus vers la Chine. Lors de ce premier round de la conférence de **Durban**, l'ex-empire du Milieu aurait donné de nouveaux signes de rapprochement avec l'UE. L'Europe défend l'idée d'une feuille de route avec des objectifs de réduction différenciés sur lesquels les pays émergents pourraient s'engager. La Chine n'aurait rien contre cette initiative, même si elle n'entend pas se lier avant 2015. L'Inde, elle, est très récalcitrante. « Sa position est de plus en plus dure. Dans l'expression en tout cas. Elle défend son développement », commentait hier un négociateur, inquiet de cet immobilisme qui pourrait tout bloquer. Les pays émergents continuent d'attendre un minimum d'engagements venus de l'hémisphère Nord. La conférence de **Durban** permettra-t-elle malgré tout de les faire évoluer et sans attendre ? Si tel est le cas, les Etats-Unis pourront encore plus difficilement justifier leur inertie, d'autant que l'opinion publique américaine pourrait commencer à se mobiliser. Ce scénario du « billard à trois bandes », entendu à **Durban**, hors des salles des négociations, éviterait de désespérer les pays en voie de développement et les îles-Etats menacés de submersion. Samedi, plusieurs milliers de personnes ont défilé dans la métropole africaine pour réclamer « une justice climatique [...] pas un apartheid climatique ». Sans attendre la 18e conférence qui a été fixée à Doha (Qatar).

Document ECHOS00020111205e7c500044



Climat: le délicat coup de poker de l'Europe dans les couloirs de Durban

Anthony LUCAS

622 words

30 November 2011

13:32

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Pour redonner du rythme à des négociations climatiques qui se cherchent un nouveau cap, l'Europe tente un coup de poker à **Durban** (Afrique du Sud) mais les Etats-Unis et la Chine, sans qui rien ne se fait dans cette arène, semblent peu disposés à entrer dans son jeu.

Les Européens veulent que soient discuté le principe mais aussi le calendrier d'un traité, qui serait signé en 2015, pour entrer en vigueur vers 2020, pour imposer à tous les pays des objectifs de réduction d'émissions de CO2. Ils ont fait de cette question une condition à un nouvel engagement contraignant dans le cadre du protocole de Kyoto.

Mais le négociateur en chef américain, sur un ton toujours égal mais ferme, n'a pas voulu leur laisser trop d'espoir.

"Je ne suis pas certain que la question de la forme juridique sera résolue ici, ou ait besoin d'être résolue ici", a souligné Jonathan Pershing dès le début de la conférence de l'ONU. Il a rappelé que la majorité des pays avaient déjà des promesses volontaires pour réduire leurs gaz à effet de serre.

Ce nouveau cadre voulu par les Européens imposerait des objectifs de réduction de GES à tous les pays et plus seulement aux pays industrialisés soumis à des engagements dans Kyoto, qui couvre aujourd'hui moins de 30% des émissions globales.

"Nous sommes à un moment où nous voulons annoncer des fiançailles et que ces fiançailles aillent vers un mariage à un moment donné", résume le négociateur en chef européen Artur Runge-Metzger.

La volonté affichée des Européens est de redonner un cap à un processus onusien à la peine depuis Copenhague, fin 2009, et qui, au vu des seules promesses volontaires des pays, ne permet pour le moment pas de limiter le réchauffement à moins de 2°C.

Mais les Américains, paralysés par leur situation politique intérieure, se montrent tout aussi fermes dans les discussions informelles que devant la presse, précise un négociateur, qui estime que les délégués américains "auront sans doute plus de chances de se faire applaudir à Washington s'ils reviennent en disant que le processus est en train de mourir".

"D'une certaine façon, c'est une sorte de pari que tente l'Europe avec le risque de ne rien avoir à la fin", observe Wendel Trio, directeur du collectif d'ONG Climate Action Network Europe.

La meilleure façon pour l'Europe de contourner l'obstacle américain serait que "la Chine et l'Europe puisse développer un compromis puis le vendre au reste du monde, cela isolerait les Etats-Unis", ajoute-t-il.

La Chine, engagée dans un programme de verdissement de son économie, serait cette année plus "flexible", estiment plusieurs observateurs.

Un négociateur chinois a toutefois indiqué à l'AFP que l'Europe demandait "trop" en souhaitant un "mandat" qui fixerait dès aujourd'hui un calendrier avec un traité qui serait signé en 2015 pour entrer en vigueur vers 2020.

Mettant en avant les objectifs volontaires pour contenir ses émissions, Li Gao a reconnu que son pays "ferait plus après 2020".

"Mais cela ne préjuge pas, à ce stade, de ce qui va se produire, quel genre d'objectif ou quelle nature juridique pour cet objectif", a-t-il précisé.

Le porte-parole du groupe Afrique (54 pays), Seyni Nafou, s'étonne pour sa part qu'on attende plus

d'ambitions de la part de la Chine: "Les Etats-Unis nous ont habitués à prendre ce rôle de leadership, sur la question de la démocratie, l'accès au marché, pourquoi ce n'est pas le cas sur cette question centrale?"

alu/pjl/aub

Document AFPFR00020111130e7bu004ib



Les négociations climatiques en 2012 dans l'Etat pétrolier du Qatar

194 words

29 November 2011

15:56

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Le Qatar, plus grand émetteur de CO2 par habitant au monde, accueillera en 2012 la prochaine conférence des Nations unies contre le changement climatique, a annoncé mardi à **Durban** (Afrique du Sud) la responsable de l'ONU pour le **climat**, Christiana Figueres.

La Corée du Sud, qui était également candidate pour recevoir ce prochain rendez-vous, accueillera pour sa part la traditionnelle réunion ministérielle préparatoire précédant ce type de conférences, a-t-elle ajouté.

"C'est un accord gagnant-gagnant pour les deux pays", a commenté Mme Figueres, soulignant que "la conversation avait été très, très intensive" entre les deux pays pour désigner l'organisateur au sein du groupe Asie.

Selon les statistiques onusiennes, datant de 2008, les émissions annuelles d'un habitant du Qatar s'élèvent à 53,4 tonnes de CO2, soit trois fois plus qu'un Américain (17,5 t) et dix fois plus qu'un Chinois (5,2 t).

La conférence des Nations unies sur le **climat** sera la 18e du nom, la 17e ayant lieu depuis lundi à **Durban** en présence de quelque 190 pays.

alu/roc/sym

Document AFPFR00020111129e7bt0056r



Climat: en France "tout le monde s'en fout complètement", déplore Lepage

412 words

5 December 2011

16:53

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

L'ex-ministre française de l'Environnement Corinne Lepage, candidate à l'élection présidentielle de 2012, a déploré lundi à **Durban** (Afrique du Sud) qu'en France, les politiques "se foutent complètement" des négociations en cours sur le réchauffement climatique.

"Dans le monde politique, tout le monde s'en fout complètement!", a-t-elle déclaré à l'AFP.

"C'est très regrettable. Cela traduit une analyse profondément inexacte de la crise économique et financière que nous vivons", a estimé la députée européenne. "En France, on n'a pas compris que tout cela faisait un tout. En négligeant l'un (la crise climatique), on risque d'aggraver l'autre (la crise économique)".

"La situation est catastrophique sur le plan climatique et on est dans le scénario le plus noir avec des conséquences à moyen terme extrêmement préoccupantes", a-t-elle ajouté.

L'ancienne ministre, présente à **Durban** avec la délégation du parlement européen, a par ailleurs déploré que "la dimension écologique des sujets" ait disparu de la campagne électorale en France, que ce soit sur le **climat** ou la biodiversité.

"Dans la campagne, cela a totalement disparu. Ce n'est plus du tout un sujet porté par Eva Joly (candidate d'Europe Ecologie-Les Verts, NDLR). Le nucléaire, elle en a fait sa chose. Mais sur le reste, tout est passé à la trappe, on ne l'entend pas".

Interrogée sur son avenir politique, Mme Lepage a réaffirmé qu'elle avait l'intention d'aller jusqu'au bout et d'être présente lors de l'élection présidentielle.

"Mes signatures rentrent. Il y a derrière moi énormément de gens de la société civile qui m'aident et qui m'appuient", a affirmé la présidente de Cap21, qui avait déjà été candidate à la présidentielle de 2002 et avait obtenu 1,88% des voix.

Plus de 190 pays sont réunis jusqu'à vendredi à **Durban** sous l'égide de l'ONU pour tenter de donner une suite au protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et plus, largement, trouver les moyens de limiter la hausse de la température de la planète à +2°C.

Après plus d'une semaine de pourparlers entre négociateurs, les ministres, parmi lesquels la ministre française de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet, devaient commencer à arriver mardi dans cette ville sud-africaine située au bord de l'océan Indien.

jca/ej

Document AFPFR00020111205e7c50046g



Climat: le transport maritime se dit prêt à payer pour ses émissions de CO2

339 words

29 November 2011

08:00

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Le secteur du transport maritime pourrait accepter une taxe sur le CO2 émis par les navires pour permettre de générer des fonds visant à aider les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique, selon une déclaration présentée mardi.

A l'instar du secteur aérien, le transport maritime, qui représente environ 3% des émissions globales de gaz à effet de serre, n'est pas soumis à des contraintes de réduction de ses émissions.

Dans une déclaration commune, présentée mardi à **Durban** (Afrique du Sud) où se tient la conférence de l'ONU sur le **climat**, la Chambre internationale de la marine marchande (ICS), représentant 80% de la flotte marchande mondiale, et les ONG WWF et Oxfam demandent que soient mises en oeuvre des mesures fondées sur le marché qui inciteraient les navires à réduire leurs émissions de CO2.

Une part des revenus ainsi générés pourrait abonder le "Fonds vert", un mécanisme qui doit permettre, à partir de 2020, d'acheminer 100 milliards de dollars vers les pays les plus vulnérables face au changement climatique.

Keya Chatterjee, directrice de la politique climatique internationale au WWF, a précisé que cette opération constituait "un accord de principe" et que les modalités, notamment le prix du carbone, devaient faire l'objet de négociations supplémentaires au sein de l'Organisation maritime internationale (IMO).

Cette déclaration commune constitue une percée, a-t-elle estimé.

Le secrétaire général de l'ICS, Peter Hincliffe a précisé dans un communiqué que le cadre doit être établi au sein de l'IMO, "avec les mêmes règles de réduction des émissions s'appliquant à tout le transport maritime international, d'une façon qui respecte les principes de la convention-**climat** de l'ONU".

"Si les gouvernements décident que le transport maritime doit contribuer au Fonds vert, l'industrie peut probablement soutenir cela en principe, à partir du moment où les modalités sont agréées au sein de l'IMO", ajoute-t-il.

ri/alu/ih

Document AFPFR0002011129e7bt0030d



Des milliers de personnes dans les rues de Durban pour "une justice climatique"

463 words

3 December 2011

20:08

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Aux slogans d'"Amandla", cri de ralliement des opposants à l'apartheid, des milliers de personnes ont défilé samedi à **Durban** pour réclamer "une justice climatique, (...) pas un apartheid climatique", a constaté un journaliste de l'AFP.

Banderoles clamant "arrêtez de tuer notre Terre" ou "Justice", chants et tambours africains, quelques vuvuzelas comme ceux qui avaient nourri la bande-son de la Coupe du monde de football l'an dernier en Afrique du Sud: la marche, qui a réuni 6.500 personnes selon la police, a rejoint le centre des conférences où se tient depuis lundi le rendez-vous de l'ONU sur le **climat**.

"Nous voulons qu'ils arrêtent avec les textes ennuyeux qu'ils préparent et s'affichent enfin aussi vivants que cette marche!", a expliqué Leo Saldanha, un militant indien appartenant à l'organisation Environment Support Group (ESG), qui a défilé en vélo.

Lancée par un collectif rassemblant des ONG environnementales, mouvements sociaux, agricoles, politiques et syndicats, la marche était encadrée de très nombreuses forces de l'ordre et précédée de quatre blindés de la police.

"Nous voulons une justice climatique, nous ne voulons pas un apartheid climatique", a expliqué Lubna Nadvi, l'une des porte-parole, alors que le début du cortège scandait "Amandla", mot zoulou signifiant "force" qui était le cri de ralliement des opposants au régime de l'apartheid.

"Nous sommes ici pour porter la voix des gens d'Afrique du Sud et de la société civile du monde entier et dire aux gens qui négocient dans ce centre de conférences qu'ils doivent vraiment prendre des décisions sérieuses sur la changement climatique", a-t-elle ajouté.

Les négociations climatiques sont à la peine depuis la déception du sommet de Copenhague, fin 2009, et doivent notamment permettre, à **Durban**, de dessiner un avenir au protocole de Kyoto, seul traité international imposant des réductions de gaz à effet de serre à une quarantaine de pays industrialisés.

La responsable de l'ONU pour le **climat**, Christiana Figueres a reconnu dans un entretien à l'AFP qu'elle "aurait aimé" participer à ce défilé "parce que j'ai de grandes attentes".

Mais aussi "parce je suis très engagée dans le fait que la société civile est aussi importante dans ce processus que les gouvernements et le secteur privé", a-t-elle souligné.

"Mais en même temps, ils ont affirmé qu'il n'y a pas eu de progrès ici, et ce n'est pas vrai", a-t-elle précisé, affirmant avoir vu des "progrès extraordinaires durant la dernière année, et même durant les sept jours que nous avons passés ici".

La conférence de l'ONU sur le **climat** se poursuit jusqu'au 9 décembre.

str-alu/sba

Document AFPFR00020111203e7c30073m



QUI SE SOUCIE DU CLIMAT ?

222 words

29 November 2011

04:19

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

QUI SE SOUCIE DU **CLIMAT** ?

Paris Normandie (Michel Lepinay)

"Les sommets sur le **climat** se suivent, un par an, et apportent en général leur lot de désillusions. On se souvient de celui de Copenhague, il y a deux ans, qui devait être le sommet de la dernière chance pour l'humanité. Les chefs d'Etat s'y étaient précipités en masse au chevet de la planète. Mais le grand barnum avait mis en scène une souris. Les participants s'y étaient séparés en nous disant +On tâchera de faire mieux l'an prochain à Cancun+. **Durban**, c'est aujourd'hui. Le sommet a commencé hier et déjà, on parle de ce qui pourrait bouger au prochain, voire à celui de 2014, lorsque le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du **climat** (Giec), rendra son prochain rapport et dressera à nouveau le tableau des conséquences prévisibles, sans doute aggravées depuis le dernier rapport en 2007, de la gabegie énergétique humaine sur la planète. En attendant, il faut bien reconnaître que les participants ont d'autres chats plus urgents à fouetter. Hier, dans sa posture favorite d'orateur grec annonçant la destruction de Carthage, l'agence de notation Moody's annonçait que dorénavant la notation de tous les Etats de l'Union européenne était menacée."

il

Document AFPFR00020111129e7bt001em



La planète en route pour un réchauffement de 3,5°C (étude)

397 words

6 December 2011

13:30

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Les promesses de réduction de gaz à effet de serre aujourd'hui sur la table placent la planète sur la trajectoire d'un réchauffement de +3,5°C, dépassant largement l'objectif de 2°C maximum, selon une étude présentée mardi à **Durban**.

Au rythme où augmentent les émissions de ces gaz, les gouvernements n'ont guère que quatre ans pour inverser la tendance et éviter ensuite des dépenses massives pour atteindre l'objectif des 2°C, cible adoptée par la communauté internationale en 2010, selon ce rapport présenté en marge de la conférence de l'ONU sur le **climat**.

Le monde est sur une "trajectoire à haut réchauffement, à haut coûts, et à haut risque", résume le groupe de chercheurs ayant effectué cette étude pour deux sociétés de conseil spécialisées sur le carbone, Climate Analytics and Ecofys.

"Les promesses actuelles nous mettent sur une trajectoire d'émissions globales qui portera le réchauffement à 3,5°C", écrivent-ils dans cette étude présentée en marge de la conférence qui se tient jusqu'à vendredi à **Durban**, en Afrique du Sud.

L'objectif de contenir le réchauffement à 2°C par rapport à l'époque pré-industrielle, lancé à Copenhague fin 2009, a officiellement été entériné par la communauté internationale l'an passé à Cancun, au Mexique.

Il s'agit du niveau de réchauffement qui permettrait de limiter des conséquences trop sévères du changement climatique.

Depuis l'époque pré-industrielle, la température a déjà augmenté de 0,8°C.

Pour atteindre cet objectif de 2°C, une majorité des pays ont publié des promesses volontaires de réduction de gaz à effet de serre.

Selon le rapport, ces promesses mèneraient à des émissions globales de 55 milliards de tonnes de ces gaz en 2020. Soit 11 milliards de tonnes au-dessus des 44 milliards qui permettraient de mettre le monde sur une trajectoire de 2°C de réchauffement.

En conséquence, les coûts en efficacité énergétique et de la transition vers une énergie moins carbonée risquent d'augmenter fortement après 2020 pour rattraper le temps perdu et tenter de redresser la barre, soulignent les auteurs.

Ces chiffres vont dans le même sens que ceux publiés en novembre par l'Agence internationale de l'énergie et le Programme des Nations unies pour l'environnement.

ri/alu/jca/jlb

Document AFPFR00020111206e7c6003v6



Climat: les 13 années les plus chaudes concentrées sur les 15 dernières années (OMM)

313 words

29 November 2011

09:35

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Les treize années les plus chaudes qu'a connues la planète sont toutes concentrées sur les quinze dernières années, depuis 1997, a indiqué mardi l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en marge des négociations climatiques sur le changement climatique.

La température moyenne de la dernière décennie (2002-11), "supérieure de 0,46 °C à la moyenne à long terme," est la plus élevée jamais constatée, à égalité avec la décennie 2001-2010, a indiqué l'agence de l'ONU spécialisée sur les données météo, dans un document présenté à **Durban** (Afrique du Sud).

Après une année 2010 record, l'année 2011 est à ce stade la "dixième plus chaude à l'échelle du globe" depuis le début des relevés en 1850, mais surtout la plus chaude en relation avec un épisode "La Nina", un phénomène cyclique qui s'accompagne de températures généralement plus fraîches, a-t-elle précisé .

Autre indice du réchauffement en cours: la banquise Arctique a connu sa deuxième plus faible étendue mais son plus faible volume jamais observé.

"Notre science est fiable et démontre sans ambiguïté que le **climat** mondial se réchauffe et que ce réchauffement est dû aux activités humaines", a souligné dans un communiqué le secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud.

L'OMM a présenté simultanément une version provisoire de sa Déclaration annuelle, attendue pour début 2012, à la fois à Genève, où elle est basée, et à **Durban** (Afrique du Sud), où se tient depuis lundi la conférence annuelle de l'ONU sur le changement climatique en présence de quelque 190 pays.

Sur la période janvier-octobre 2011, le thermomètre de la planète affiche une "anomalie positive estimée à 0,41°C par rapport à la moyenne annuelle de 14,00°C pour la période 1961-1990", a indiqué l'OMM.

alu/ia

Document AFPFR00020111129e7bt003pg



Climat: émissions de CO2 en forte hausse après la crise financière mondiale

449 words

4 December 2011

20:49

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

Les émissions de dioxyde de carbone (CO2) provenant de combustibles fossiles et de l'industrie du ciment ont atteint un record en 2010, avec une hausse mondiale de 5,9% par rapport à 2009, et même de 7,6% pour les pays en développement, ont déclaré dimanche des scientifiques.

Cette forte hausse sur un an, portant à 9,1 milliards les émissions mondiales de CO2, est intervenue après une réduction des émissions de 1,4% en 2009 suite à la crise financière de 2008-2009.

"Après seulement une année, la crise financière mondiale a eu peu d'impact sur la forte tendance à la croissance des émissions mondiales de CO2 qui a caractérisé les années 2000", relèvent six scientifiques dont Glen Peters du Centre norvégien pour la recherche internationale sur le **climat** et l'environnement dans une lettre publiée dans la revue scientifique Nature Climate Change.

Le retour à la hausse peut s'expliquer par la rapide détente des prix de l'énergie et par les injections de fonds gouvernementaux pour faciliter la reprise économique, selon les auteurs dont l'analyse paraît alors que les négociations climatiques pour donner une suite au protocole de Kyoto doivent entrer à partir de lundi dans le vif du sujet à **Durban** (Afrique du Sud).

Les émissions de CO2 des pays riches ont baissé de 1,3% en 2008 et de 7,6% en 2009, avant d'augmenter de 3,4% en 2010. Aux Etats-Unis, la hausse a atteint 4,1% en 2010. Cependant, les émissions des pays développés sont restées plus faibles en 2010 que la moyenne des émissions enregistrées de 2000 à 2007, selon les données publiées dans la revue scientifique.

Par contre, les émissions des pays en développement ont augmenté de 4,4% en 2008, 3,9% en 2009 et 7,6% en 2010. La hausse en 2010 a été particulièrement forte en Chine (+ 10,4% sur un an) et en Inde (+ 9,4% sur un an).

Les données publiées par les six scientifiques correspondent à celles annoncées début novembre par le ministère américain de l'énergie qui avait fait état d'une augmentation "jamais vue" jusqu'alors, de "500 millions de tonnes de dioxyde de carbone en seulement un an" portant les émissions mondiales à 9,1 milliards de tonnes. Ces chiffres concernaient seulement les émissions dues aux combustibles fossiles.

Selon un classement publié jeudi par la société britannique Maplecroft, spécialisée dans l'analyse de risques, cinq pays - Chine, États-Unis, Inde, Russie et Japon - sont à l'origine de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

ri/ah/mr

Document AFPFR00020111204e7c40069g

dossiers_speciaux

Durban, Fukushima, gaz de schiste : la planète énergie en plein bouleversement

THIBAUT MADELIN

1,020 words

6 December 2011

Les Echos

ECHOS

34

21073

French

All rights reserved - Les Echos 2011

Visitez le site web: lesechos.fr pour plus d'informations.

Alors que le nucléaire fait débat en France, les événements de l'année 2011 ont changé la donne dans le secteur de l'énergie.

Pour la première fois depuis le début du programme nucléaire, l'énergie fait l'objet d'un débat en France. La catastrophe de Fukushima a bousculé le consensus tricolore en faveur de l'atome. Une révolution dans un pays qui dépend à 75 % du nucléaire pour son électricité, contre 15 % en moyenne dans le monde... Une question de plus dans un secteur en plein bouleversement.

Durban pour prolonger Kyoto

Réunie cette semaine à **Durban**, la Convention des Nations unies sur les changements climatiques aura un impact déterminant sur les politiques énergétiques de ses membres. Si elle relâche la pression sur les émissions de gaz à effet de serre, comme elle semble s'y engager, les énergies polluantes - charbon, gaz - sortiront vainqueurs. Au détriment des modes de production « décarbonnés » - renouvelables, nucléaire. Au pire, il n'y aura pas de prolongement au protocole signé à Kyoto en 1997 et qui expire fin 2012. Que ferait alors la Commission européenne ? « Elle risque de conditionner sa politique énergétique à moyen terme à un accord global sur le CO2 », selon un analyste. Autrement dit, elle ne fixera pas d'objectifs contraignants au-delà de 2020. Dans ce cas, le prix de la tonne de gaz carbonique continuerait sa chute vertigineuse, déjà entamée sur fond de ralentissement économique. Or il est censé rendre moins compétitives les centrales à charbon ou à gaz.

Le choc de Fukushima

Si la menace climatique a donné une nouvelle jeunesse à l'atome, dans les années 2000, la catastrophe de Fukushima, le 11 mars dernier, a mis à mal les scénarios de renaissance nucléaire. Vingt-cinq ans après Tchernobyl, dont il a égalé la gravité, l'accident japonais est un choc. Contrairement à son aîné, il a lieu dans une démocratie, réputée pour sa technologie et il a été suivi en direct à la télévision dans le monde entier. Pour la première fois en France, la confiance dans le nucléaire est écornée. Selon un sondage réalisé en septembre par Ipsos pour EDF, 56 % des Français souhaitent que le nucléaire soit une source d'énergie parmi d'autres, « mais moins importante qu'aujourd'hui ». En ligne avec la proposition de François Hollande, le candidat socialiste à la présidentielle, qui veut faire passer sa part à 50 %. Ailleurs, l'Allemagne a accéléré sa sortie de l'atome, ainsi que la Suisse. L'Italie n'y reviendra pas et la Belgique pourrait fermer ses centrales dès 2015. Outre-Manche, toutefois, le nucléaire reste une priorité.

L'âge d'or du gaz

Fukushima a fini de consacrer le retour du gaz naturel. Pas seulement parce que le Japon y fait massivement appel depuis la catastrophe. Mais aussi parce que la molécule apparaît comme un substitut idéal à l'atome : elle peut faire tourner des centrales électriques de façon très flexible. Cerise sur le gâteau, le développement des gaz de schiste a permis de revoir à la hausse les réserves de gaz de la planète tout en baissant les prix. En Europe, leur exploitation suscite toutefois des craintes pour l'environnement. Au printemps, la France a interdit le recours à la fracturation hydraulique, la technologie utilisée dans ce domaine. Selon le ministère de l'Energie américain, la France possède pourtant le deuxième gisement de gaz de schiste d'Europe, derrière la Pologne : plus de cent années de consommation. Quoi qu'on décide, le gaz de schiste arrivera en Europe... par la mer. Cet automne, l'américain Cheniere Energy a signé deux contrats d'exportation de gaz naturel liquéfié vers l'Europe dès 2017 à partir d'un nouveau terminal situé en Louisiane. Ce sera « le premier terminal d'exportation de gaz américain depuis les années 1960 », notent les analystes de HSBC.

Le pétrole fait du yo-yo

Comment parler d'énergie sans évoquer le pétrole ? Si le débat français se concentre sur l'atome, les produits pétroliers représentent près de la moitié de notre consommation d'énergie primaire, contre

20 % pour le gaz ou pour l'électricité. L'instabilité domine : le baril de brut à New York coûtait 147 dollars en juillet 2008, 33 dollars cinq mois plus tard et actuellement 100 dollars. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il devrait coûter 119 dollars en 2020. Mais si la demande croît moins vite, chaque événement crée une secousse sur le marché. Exemple, l'insurrection de Benghazi, qui a permis de libérer la Libye du régime de Kadhafi. Et l'AIE de prévoir un scénario où l'instabilité politique des pays du Moyen-Orient conduirait à des décalages d'investissements. Alors, les cours pourraient bondir à 150 dollars dès 2016. A moins que l'embargo du pétrole iranien ne conduise plus vite une envolée vers les 250 dollars comme le menace l'Iran !

La crise et ses démons

Si Fukushima ou les printemps arabes ont eu un impact sur l'énergie en 2011, la crise financière a sans doute joué un rôle tout aussi important. Pour sauver leur dette souveraine, les Etats ont multiplié les mesures budgétaires. L'Italie a augmenté l'impôt sur la production électrique, en l'appliquant pour la première fois aux réseaux de transport ou de distribution. L'Espagne, la Suède et la Finlande envisagent de taxer la rente nucléaire et l'Allemagne n'a pas supprimé sa taxe sur l'atome malgré sa décision de fermer huit réacteurs... Aux abois, les Etats se tournent vers les groupes d'énergie aux bénéfices réputés plantureux. Et pourtant, ceux-ci sont aussi exposés aux aléas. Selon Capgemini, la consommation d'électricité et de gaz en Europe s'apprête à baisser pour la deuxième fois depuis 2009. En cause, le **climat** moins rigoureux, mais surtout la désindustrialisation et les économies d'énergie. Et si cette baisse devenait structurelle, comme le pensent certains analystes et le demandent les écologistes ? Un changement de paradigme pour un secteur qui a toujours tablé sur la hausse de la consommation...

Document ECHOS00020111206e7c60000r

Industrie & services

Environnement; Le captage de CO2 peut-il sauver le climat ?

444 words

29 November 2011

La Tribune

TRDS

12

French

(c) 2011 La Tribune. Not to be redisseminated except as permitted by your subscriber agreement.

L'éligibilité de cette technologie à l'acquisition de crédits carbone est à nouveau au programme de la conférence de **Durban**.

Le Graal des 2 degrés supplémentaires au-delà desquels les conséquences pour la planète sont difficiles à anticiper s'éloigne rapidement. Dans ce contexte, les tenants du captage et stockage de CO2 (CSC) donnent de la voix. Depuis plusieurs années, l'Agence internationale de l'énergie chiffre à 20 % la part des émissions de CO2 que le CSC pourrait permettre d'éviter d'ici à 2050. Mais, outre un problème d'acceptabilité (en Allemagne, des écologistes sont allés jusqu'à faire un parallèle des risques encourus avec ceux du nucléaire), la technologie consistant à capter le gaz carbonique en sortie de centrale thermique ou d'aciérie avant de le stocker dans des cavités souterraines (gisements pétroliers ou gaziers épuisés ou aquifères salins), reste très onéreuse.

Amorcer la pompe

D'où la nécessité de trouver des pistes réglementaires et financières susceptibles d'amorcer la pompe. L'inclusion dans les mécanismes de développement propres (MDP), sur la table depuis plusieurs années, en fait partie. Dans le cadre du protocole de Kyoto, les MDP permettent aux pays développés d'acquérir des crédits d'émissions de CO2 en développant des technologies propres dans les pays en développement. Alors que le Substa (l'organisme chargé par l'ONU d'examiner dans quelles conditions techniques cette intégration pourrait se faire) continue de plancher sur le sujet, le CCS Global Institute réaffirme la nécessité que 3.400 projets soient développés dans le monde d'ici à 2050.

Mais si la conférence de **Durban** échouait à définir un cadre pour l'après-2012, c'est le principe même des MDP qui pourrait être remis en question. Certains comptent malgré tout sur une période de latence pendant laquelle ils continueraient d'être utilisés. L'Union européenne, tout en poussant à la continuité du mécanisme, pourrait n'accepter à compter de 2013 que des projets issus des pays les moins avancés, hormis certaines exceptions dont on ignore tout. Or, c'est plutôt en Chine ou en Afrique du Sud (gros consommateurs de charbon) que le CCS devrait se développer en priorité. En outre, les 300 millions de quotas qui doivent être vendus aux enchères pour financer des projets pilotes européens ont vu leur prix s'effondrer de moitié ces dernières semaines... Mais d'autres pistes seront probablement explorées afin de motiver les investissements des industriels et d'assurer la transition vers une électricité décarbonée comme le prévoit la feuille de route de la Commission européenne pour 2050.
Dominique Pialot

1226109

Document TRDS000020111128e7bt0000m

DEB

Le sommet de Durban est une occasion de ranimer la flamme européenne

851 words

29 November 2011

Le Monde

LEMOND

Le Monde - All

CTGLEM

23

French

© Le Monde, 2011. Tous droits réservés.

A la veille de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques de **Durban** (Afrique du Sud), les gouvernements européens doivent admettre que, divisée, l'Union européenne est le maillon faible de la mondialisation. Les nouvelles puissances émergentes - Brésil, Chine et Inde - rechignent à assumer une plus grande responsabilité dans les négociations internationales, surtout face à l'incapacité apparente de l'UE à remettre de l'ordre dans sa maison.

Ces deux dernières réunions sont pleines d'enseignements. Dans les deux cas, un pays européen - le Danemark en 2009 et la France en 2011 - conduisait un processus crucial pour relever deux défis : le changement climatique et la crise économique mondiale. Bien entendu, les insuffisances de la conférence de Copenhague et du sommet du G20 ne sont pas toutes dues aux seules divisions européennes.

Mais celles-ci ont été ressenties vivement alors que le monde cherche une solution alternative au leadership américain sans trouver de candidat crédible. En ces deux occasions et malgré de réelles capacités intellectuelles et techniques pour apporter une riposte aux enjeux mondiaux, l'UE n'a pas su impulser le changement. Les divisions étaient et restent la première cause de son impuissance sur la scène internationale.

Le contraste est saisissant : l'Europe a accompli des progrès dans l'économie mondiale et fait oeuvre de pionnier en intégrant des pays très divers, grâce à un cadre consensuel de principes et de règles pour la fourniture de biens publics. Forte de cette expérience et de son poids économique, l'UE doit contribuer à l'adoption de nouvelles formes de gouvernance internationale alors même que la mondialisation s'accélère. Mais le succès paraît incertain. A l'avenir, l'Europe doit investir dans la transformation de son économie et ouvrir un nouveau chapitre de son intégration, celui de la prochaine révolution industrielle, indispensable pour se libérer de la dépendance au carbone et construire un modèle de croissance économe en ressources.

Nouveaux modèles économiques

On voit à certains signes que le processus est amorcé : abandon des combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables, adoption de nouvelles techniques dans le bâtiment et les transports, nouveau déploiement des technologies de l'information pour la gestion de réseaux, remise à plat des politiques d'urbanisme et priorité accordée à la recherche. Cette révolution nécessite un renouvellement du rôle des acteurs publics et des politiques mais aussi l'adoption de nouveaux modèles économiques. L'économie doit s'adapter à l'action publique, confrontée au défi de favoriser une transition dynamique.

L'Europe est le lieu idéal pour élaborer cette nouvelle vision. Celle-ci doit donner naissance à un projet politique dont les citoyens européens ont tant besoin. C'est la seule voie crédible pour restaurer la croissance. Il nous faut des politiques convergentes - avec ces instruments budgétaires que sont les politiques de tarification de l'énergie et du carbone, pour renoncer à la fiscalité du travail en faveur d'une fiscalité privilégiant les écotaxes, à l'instar de ce qu'ont fait les pays du nord de l'UE.

Il nous faut de grands réseaux d'infrastructures communs, notamment pour l'énergie. Ces investissements seraient comme la réforme réglementaire, un objectif pour l'Europe : très productifs et propices aux énergies renouvelables, ils renforceraient la sécurité et l'intégration. Grâce à cette vision, une Europe unie conforterait sa crédibilité de leader. Sans l'Europe, les négociations internationales autour du **climat** aboutiront à nouveau à une impasse, alors même qu'un certain nombre de pays en développement se mobilisent.

Le sommet de **Durban** est une occasion pour ranimer la flamme. Ses résultats politiques dépendront de la capacité à dégager une perspective dépassant la seule mise en oeuvre de l'accord de Cancun. Les politiques climatiques commencent à produire leurs effets. La Chine - comme les pays émergents et en développement - investit dans une économie sobre en carbone. Mais ces mesures ne suffisent pas. Nous savons que ces engagements ne produiront qu'une partie des effets requis pour éviter un réchauffement supérieur à deux degrés.

La réussite de la stratégie de Cancun dépendra de l'adoption d'une vision ambitieuse et partagée. D'où la nécessité d'un cadre mondial qui puisse donner sens et confiance : la Chine semble prête à avancer, consciente de la nécessité d'une action coordonnée pour enclencher la révolution technologique sobre en carbone. Mais seule l'UE peut donner l'élan nécessaire pour sortir de l'inertie et libérer cette volonté d'agir que l'on perçoit, à mesure que l'on comprend mieux les dangers du changement climatique mais aussi le potentiel de la nouvelle révolution énergétique et industrielle. Cette mutation exige des politiques cohérentes, des investissements considérables et une véritable volonté politique. Il est temps pour les Européens de mettre fin à leurs querelles, de faire preuve d'initiative et de parler d'une seule voix.

Nicholas Stern Laurence Tubiana

Président du Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment et professeur à la London School of Economics

Directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)

Document LEMOND002011128e7bt0002a



Négociations climatiques: la Chine estime que l'Europe demande "trop"

274 words

30 November 2011

11:10

Agence France Presse

AFPFR

Agence France Presse - All

CTGAFP

French

Copyright Agence France-Presse, 2011 All reproduction and presentation rights reserved.

L'Europe, qui plaide pour les bases et le calendrier d'un futur cadre international contraignant pour lutter contre le changement climatique soit discutés cette année à **Durban** (Afrique du Sud), demande "trop", a estimé un représentant de la délégation chinoise.

"J'ai échangé avec mes collègues européens avant de venir et je leur ai dit très clairement qu'un mandat, c'est trop", a indiqué mardi soir à l'AFP Li Gao, membre de la délégation chinoise en marge du sommet de l'ONU sur le **climat**.

L'Europe, en échange de nouveaux engagements dans le cadre du protocole de Kyoto, souhaite que la conférence de **Durban** permette de déboucher sur un tel "mandat" vers un nouveau cadre international contraignant à l'horizon 2020.

Rappelant que la Chine s'est fixée des objectifs volontaires pour contenir ses émissions de gaz à effet de serre pour 2020, M. Li a souligné que son pays "ferait plus après 2020".

"Nous envisageons que nous serons plus développés à ce stade, et nous contribuerons davantage à l'effort global contre le changement climatique, c'est certain", a continué le représentant de la Chine, premier pays émetteur de CO2.

"Mais cela ne préjuge pas, à ce stade, de ce qui va se produire, quel genre d'objectif ou quelle nature juridique pour cet objectif", a-t-il indiqué.

La Chine s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, non en valeur absolue mais par unité de PIB, de 40 à 45% d'ici 2020 par rapport au niveau de 2005.

mh-alu/aub

Document AFPFR00020111130e7bu0047b

Éditoriaux et opinions

L'UE doit montrer l'exemple et réduire de 30 % ses émissions de carbone

Par Chris Huhne, ministre britannique de l'Énergie et du Changement climatique

902 words

5 December 2011

La Tribune

TRDS

38

French

(c) 2011 La Tribune. Not to be redisseminated except as permitted by your subscriber agreement.

Point de vue

Il y a un an, malgré la déception de Copenhague, naquit un nouveau consensus. Pour la première fois, le monde se mit d'accord sur un objectif de réchauffement de la planète limité à 2 degrés. Cela est important. Ce n'est pas si souvent que le monde parvient à un accord. Les accords véritablement internationaux ne sont pas nombreux et nous n'avons qu'une seule organisation internationale. Aujourd'hui, les Nations unies appellent à une nouvelle série de pourparlers sur un traité international sur le **climat**.

De nombreux pays traversent des temps particulièrement difficiles. L'Europe doit faire face à une crise monétaire à l'échelle constitutionnelle. Les États-Unis sont préoccupés par les emplois et la croissance. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont rongés par des questions de réforme politique. Mais il nous reste toujours très peu de temps pour réduire les émissions mondiales : d'après les scientifiques, nous devons les diminuer d'ici à 2020 sous peine de conséquences désastreuses. Comme l'Agence internationale de l'énergie l'a indiqué au début du mois, le temps qui nous reste pour agir efficacement sur le changement climatique est maintenant de l'ordre de quelques années et non plus de quelques décennies. À Cancún, nous avons commencé à mettre en place une architecture globale pour contrôler les émissions et aider les pays en voie de développement à faire face au changement climatique. Mais une question plus fondamentale est restée sans réponse : vers quoi s'orientent les pourparlers internationaux ?

Nous dirigeons-nous vers un accord juridique obligeant les principaux responsables des émissions à se conformer à des objectifs contraignants ou à un engagement volontaire à agir de la part des pays ? Ma réponse est simple : il est absolument essentiel de parvenir à un accord global qui couvre toutes les grandes économies. La France comme le Royaume-Uni demeurent résolument en faveur d'un accord juridiquement contraignant sous l'égide des Nations unies. Aucun problème mondial important - qu'il s'agisse de la course aux armements ou des conflits commerciaux - n'a jamais été résolu en se fiant au pouvoir des promesses politiques. Ce n'est pas à **Durban** que nous aurons une révélation, de ce point de vue. Mais nous pouvons indiquer clairement que c'est notre objectif. Il existe déjà un accord juridiquement contraignant : le protocole de Kyoto. La première période d'engagement du protocole de Kyoto s'achève l'année prochaine et le Japon, la Russie et le Canada ont déclaré ne pas vouloir prendre un deuxième engagement.

En revanche, l'Union européenne (UE) le souhaite vivement. Mais si elle est seule à signer un tel protocole, sans que les principaux responsables d'émissions, les États-Unis ou de grandes économies émergentes comme la Chine, le Brésil et l'Inde, tiennent des engagements similaires, cela ne servira pas à grand-chose. L'UE, qui n'est responsable que de 12 % des émissions mondiales, se retrouverait seule au coeur d'un cadre global sans le reste du monde. Cela n'est pas acceptable.

Il faut que les grandes économies s'engagent dès maintenant à adopter un cadre juridique structuré et terminent les négociations d'ici à 2015. Ce n'est pas seulement ce que nous souhaitons : c'est ce que souhaite la vaste majorité des pays en voie de développement, en particulier les petites îles vulnérables et les pays les plus pauvres. Les règles sont efficaces. Une enquête récente menée auprès de grandes entreprises internationales a révélé que 83 % des chefs d'entreprise pensent qu'un accord multilatéral pour lutter contre le changement climatique est nécessaire, bien que 18 % d'entre eux seulement considèrent qu'un tel accord est probable. Les entreprises veulent des certitudes ; les individus veulent des actes. Seuls les hommes politiques restent à la traîne.

D'un engagement clair en faveur d'un nouvel accord naîtra cette certitude. Mais nous devons également agir sans tarder. Les promesses actuellement faites à la table des négociations sont insuffisantes. À **Durban**, nous devons nous mettre d'accord pour allier les deux. Nous pouvons identifier des actions à mettre en oeuvre dès maintenant et lancer un processus visant à revoir entièrement nos ambitions. Nous pouvons également étoffer le système que nous utilisons pour mesurer et vérifier les réductions d'émissions. Nous devons offrir un plus grand soutien financier à long terme aux pays en voie de développement et établir le Fonds vert. Et nous devons continuer le travail déjà commencé pour réduire les émissions dues à la déforestation. Nous devons aussi montrer l'exemple. L'année prochaine, nous chercherons à obtenir un objectif de réduction d'émissions plus ambitieux pour l'UE : une réduction de

30 % d'ici à 2020. Cela nous permettra d'exiger plus sur le plan mondial. Ce ne sera pas facile. Mais je suis convaincu que c'est le seul moyen d'atteindre nos objectifs.

HUHNE ministre britannique de l'énergie et du changement climatique

dr



entree d'une zone a basse emissions de CO2, environnement, les vehicules polluants doivent emprunter la prochaine sortie, autoroute M4, signalisation routiere, panneau, ecologie, pollution, transport *** Local Caption *** Low emission zone on the M4 motorway.

Paul BOX/REPORT DIGITAL-REA

Paul BOX/REPORT DIGITAL-REA

1226770

Document TRDS000020111204e7c500007

LesEchos

international

« La lutte contre le réchauffement est un sport d'équipe qui, par essence, ne peut se jouer qu'au niveau multilatéral »

JOEL COSSARDEAUX

740 words

5 December 2011

Les Echos

ECHOS

08

21072

French

All rights reserved - Les Echos 2011

Visitez le site web: lesechos.fr pour plus d'informations.

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET MINISTRE DE L'ECOLOGIE

nathalie Kosciusko-Morizet

Ministre de l'Ecologie

La France a-t-elle respecté ses engagements ?

Nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre ont été tenus et, au plan international, nous sommes plutôt en pointe. La France consacre chaque année 420 millions d'euros de crédits « fast start » à la lutte contre le réchauffement : 25 % vont à des actions multilatérales portées par la Banque mondiale et le Fonds mondial pour l'environnement, 75 % concernent des initiatives bilatérales via l'Agence France pour le développement et le fonds Français pour l'environnement mondial.

Quel mandat défendrez-vous à **Durban** ?

Ni plus ni moins que le mandat de l'Union européenne élaboré au mois d'octobre dernier par le Conseil des ministres de l'Environnement, « KyotoPlus ». L'UE est prête à se mobiliser pour une deuxième période d'engagement dans le cadre du protocole de Kyoto. Mais l'Europe et les pays développés impliqués dans la première période ne représentent que 20 % des émissions de la planète. Nous voulons un consensus général pour qu'une négociation soit lancée en vue d'un accord global.

Au sein de l'UE, tous les Etats ne semblent pas sur la même ligne ?

Il y a eu des divergences tactiques, plus que de fond. La question était de savoir si l'Europe devait opter d'emblée pour une nouvelle période d'engagement ou attendre que les autres décident de commencer à s'y mettre. Sans le paquet **climat**-énergie adopté par l'UE, il n'y aurait pas eu ce débat. La France était plutôt d'accord avec la première option, qui l'a emporté. Notre position était de dire : faisons de notre paquet **climat**-énergie notre force. N'ayons pas de fausse pudeur.

Avec la crise, la France peut-elle nourrir de telles ambitions ?

Je vous retourne la question. Avec la crise, nous avons plus que jamais besoin de nous engager dans la transition énergétique. Il n'y a pas une crise, mais des crises : crise de la dette, crise économique, crise écologique. Tous les experts assurent que l'on court au-devant d'une catastrophe écologique dont l'impact sera désastreux au plan économique. La situation est mal partie pour contenir la hausse des températures à 2 % d'ici à 2100. On est plutôt sur 3,5 degrés, 4 degrés, voire 6 degrés. Cela signifie qu'une partie de la planète va devenir invivable et incultivable, avec des migrations massives.

Quelles seraient les conséquences d'un échec ?

Il ne sert à rien de parler à l'avance d'échec. Je ne suis pas l'oracle de l'apocalypse, même si les choses se présentent difficilement car les positions sont d'emblée très marquées et divergentes. En même temps, les rapports plus qu'alarmants des scientifiques incitent à une mobilisation des énergies. Et puis, cette conférence, quelle que soit son issue, permettra de préciser et de mettre en oeuvre les outils décidés à Cancun en matière de transfert de technologie et de lutte contre la déforestation.

La mise en place du Fonds vert semble plutôt mal partie...

On a créé un récipient pour unifier les moyens financiers de lutte contre le changement climatique. Mais ce récipient est encore vide : les 100 milliards de dollars prévus ne sont pas là. Le G20 de Cannes a

heureusement ouvert des perspectives encourageantes en matière de financements innovants. On a une nouvelle crédibilité vis-à-vis des pays en voie de développement. C'est une bonne nouvelle, certes, un peu gâchée par l'absence de consensus juste avant **Durban**. J'espère que ce ne sera pas définitif.

Ne vaut-il pas mieux laisser aux Etats les plus volontaristes leur liberté d'agir ?

Je pourrais entendre ce discours si la lutte contre le réchauffement n'était pas un sport d'équipe, si elle n'était pas par essence multilatérale. C'est l'avenir de la planète qui est en jeu. Sur l'eau, il est possible de démarrer sur des négociations bilatérales, quitte à déboucher sur du multilatéral. Les avancées dans la lutte contre les pollutions marines sont parties d'accords régionaux. La défense du **climat** impose le processus contraire. Ce qui est émis sur une partie de la planète a un impact sur toute la planète.

Document ECHOS00020111205e7c50001j

LesEchos

innovation

Catastrophes naturelles : toujours plus fort ?

PAUL MOLGA

1,174 words

5 December 2011

Les Echos

ECHOS

12

21072

French

All rights reserved - Les Echos 2011

Visitez le site web: lesechos.fr pour plus d'informations.

Les scientifiques constatent une hausse des événements géologiques et climatiques extrêmes. Peut-être à cause d'une observation plus systématique des phénomènes.

Depuis le méga-séisme de magnitude 9 qui a secoué la fosse sous-marine du Japon et soulevé des vagues meurtrières le 11 mars, les catastrophes extrêmes sont dans le collimateur des scientifiques et statisticiens. « Ces onze dernières années, la planète a connu trois tremblements de terre de cette ampleur, soit autant qu'au cours du siècle passé, constate le géophysicien Vincent Courtillot. Peut-on pour autant en déduire autre chose qu'une simple répartition du hasard ? »

La question est sur toutes les lèvres depuis que se succèdent les recensements funestes : quadruplement des épisodes de chaleur et doublement de la fréquence des précipitations intenses selon les prévisions du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du **climat**) dans son dernier rapport sur la gestion des catastrophes ; doublement des phénomènes climatiques extrêmes ces deux dernières décennies, selon le Centre belge de recherche sur l'épidémiologie des désastres (CRED); hausse d'un tiers des catastrophes naturelles sur la planète selon le cabinet d'étude Ubyrisk...

Une certitude : les deux décennies écoulées ont été les pires qu'ait vécues la planète depuis 1950. Inondations (34 % des catastrophes), tempêtes (25,7 %), invasion d'insectes (8 %), mouvements de terrain (4,9 %), canicules (4,4 %), incendies de forêts (3,5 %) sécheresse (3 %), ont fait au total 1,2 million de victimes et causé 1.023 milliards de dollars de dommages, « même si une part sans doute non négligeable de l'augmentation du nombre de catastrophes est à mettre au crédit de meilleures observations », selon Debarati Guha-Sapir, directrice du CRED. « Malgré l'avalanche de données qui prouve une recrudescence de mouvements géophysiques et climatiques hors normes, on manque de recul pour tirer des lois sur un sujet qui se mesure à l'échelle des temps géologiques », renchérit Vincent Courtillot.

Les climatologues s'y risquent pourtant. Dans un résumé explosif de vingt-deux pages présenté opportunément à la veille du sommet de **Durban**, le GIEC anticipe un avenir climatique cataclysmique. « Avec au moins trois quarts d'informations nouvelles, cette compilation de données confirme les pires scénarios », explique le climatologue Jean Jouzel, qui a épluché quelques-uns des 18.000 articles scientifiques de 220 chercheurs internationaux pris en référence. Vagues plus fréquentes et sévères, sécheresse, pluies torrentielles, cyclones plus intenses, débordements massifs des cours d'eau... D'ici 2050, quelle que soit l'évolution des émissions de gaz à effet de serre (en hausse régulière de 3 % depuis le début du siècle), les épisodes de chaleur vont quadrupler et la fréquence des précipitations intenses va doubler. « Dans un monde saturé en gaz à effet de serre, affirme même Thomas Stocker, coprésident du groupe d'étude, il est même probable que la fréquence des jours de canicule sera décuplée dans la plupart des régions du monde ». Les pics de température rencontrés actuellement tous les vingt ans se produiront alors tous les cinq ans, et tous les un ou deux ans vers la fin du siècle.

Etude contradictoire

Une étude contradictoire publiée le 25 novembre dans la revue « Science » vient cependant relativiser ces prédictions. Andreas Schmittner, qui signe le papier, a eu la bonne idée de confronter aux modèles de simulation climatique, les teneurs mesurées en gaz carbonique dans des prélèvements du dernier maximum glaciaire, il y a 18.000 ans. Or le résultat de cette simulation inverse fait apparaître une température planétaire non conforme aux observations paléoclimatiques. Le chercheur propose donc que la sensibilité du **climat** à l'injection de gaz carbonique dans l'atmosphère soit revue à la baisse par rapport aux valeurs retenues dans le dernier rapport du GIEC. Selon ses conclusions, la température du **climat** futur devrait, du coup, se situer dans une fourchette comprise entre 1,7 et 2,6°C, à comparer à la mesure de 2 à 4,5°C, avec une valeur moyenne de 3°C, retenus par le GIEC. Mieux : le risque de dérapage climatique extrême, avec des valeurs de réchauffement global cataclysmique de 6°C prédites par certains climatologues, serait très improbable.

Pas sûr donc, même au niveau climatique, que le nombre d'événements catastrophiques augmente. « Nous avons cependant une certitude, estime Yorik Baunay, directeur du cabinet Ubyrisk : la pression

démographique, la méconnaissance des risques et la dépendance de nos sociétés à la technologie nous rendent plus vulnérables ». Nul besoin de se tourner vers les pays en voie de développement pour en trouver des exemples. Cette année aux Etats-Unis, plus d'un millier de tornades a frappé les grandes plaines de l'Oklahoma avec une fréquence record sans doute favorisée par le réchauffement du golfe du Mexique, dont l'air plus humide qu'à l'accoutumée a butté longuement sur une dépression persistante au nord qui déversait des courants froids et secs du pôle. Plus intenses, avec des vents proches de 500km/h, ces tourbillons d'énergie ont fait ce printemps 350 victimes, soit sept fois plus que les pires années précédentes.

« Les hommes occupent des territoires de plus en plus vulnérables où se déchaînent des éléments de plus en plus violents », résume Debarati Guha-Sapir. En 2010, selon ses observations au CRED, 373 phénomènes extrêmes ont frappé la planète, tuant près de 300.000 personnes, affectant plus de 20 millions d'autres et coûtant 110 milliards de dollars aux Etats, selon son dernier rapport. Avec le tsunami japonais, le séisme turc, l'évacuation de New York et les inondations à Bangkok, le bilan 2011, dont les tout premiers pointages font état de 236 catastrophes, annonce un record, avec un cumul des destructions supérieur à 500 milliards de dollars. « La préparation doit être revue à tous les niveaux. Si nous n'agissons pas maintenant, nous allons au devant de catastrophes de plus en plus fréquentes en raison de l'urbanisation sauvage et de la dégradation de l'environnement », a récemment souligné Margareta Wahlström représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe.

Les scientifiques sont mis à contribution. « Nos récents travaux sur les mécanismes des séismes extrêmes ont permis d'identifier les zones à risque et les fréquences de retour des plus gros tremblements », explique, par exemple, Vincent Courtillon. Le travail ne fait que commencer : on sait dire où va craquer la terre, reste à savoir quand.

repères

1.244.230 décès depuis 2001 dus aux catastrophes naturelles 1.023 milliards de dollars : le coût des destructions, cyclones et tempêtes tropicales sont les plus coûteux. 7.563 accidents naturels depuis 2001, dont: 1.822 inondations, 893 incendies de forêts et 819 orages. 66,5 % des désastres sont d'origine atmosphérique, 33,5 % géologique et géographique. Les séismes ont causé 46 % des victimes. L'Asie est le continent le plus touché (65 % des victimes), suivi par le continent américain (27,6 %) et l'Europe (7,5 %). L'Estonie, le Qatar, Bahreïn, les Emirats arabes unis et l'Andorre sont épargnés depuis 1900. Sources : Ubyrisk Consultants / Catnat.net

Document ECHOS00020111205e7c500014

Taux d'émissions de dioxyde de carbone par pays

264 words

1 December 2011

14:13

Reuters - Les actualités en français

REUTFR

French

(c) Reuters Limited 2011.

LONDRES, 1er décembre (Reuters) - Les négociateurs de près de 200 pays, réunis depuis lundi à **Durban** dans le cadre d'une conférence de l'Onu, tentent de se mettre d'accord sur un ensemble de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les deux semaines de négociations, qui s'achèveront le 9 décembre, reposent essentiellement sur la volonté des deux plus gros pollueurs de la planète, la Chine et les Etats-Unis, de réduire leurs émissions de CO2.

Voici les niveaux de carbone émis par pays en 2010, selon la compagnie BP :

	Million de tonnes de CO2	Evolution depuis 2009 (%)	Part des émissions mondiales (%)
Total	33,158	5.8	100
Chine	8,333	10.4	25
Etats-Unis	6,145	4.1	19
Union européenne	4,143	2.2	13
Inde	1,708	9.2	5
Russie	1,700	6.1	5
Japon	1,308	6.8	4
Allemagne	828	3.7	3
Corée du Sud	716	8.5	2
Canada	605	2.6	2
Arabie saoudite	563	7.0	2
Iran	558	2.7	2
Royaume-Uni	548	3.6	2
Brésil	464	11.4	1
Mexique	447	0.2	1
Italie	439	1.4	1
Afrique du Sud	437	1.6	1
Indonésie	424	6.6	1
France	403	1.6	1
Australie	367	-8.2	1
Espagne	334	-3.7	1
Taiwan	331	5.9	1
Pologne	325	4.2	1

(Gerard Wynn, Marine Pennetier pour le service français)

CLIMAT-GAZ-EMISSIONS (TABLEAU)

Document REUTFR0020111201e7c100030